

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE
MURAILLE VERTE
(AN GMV)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2011**

RAPPORT FINAL

(AVRIL 2013)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte (AN GMV) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte (AN GMV) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les réserves et exceptions ci – après :

1. Réserves

1. le marché relatif à **l'aménagement et l'installation de réseaux d'irrigation goutte à goutte dans deux sites des départements de Linguère et Louga** a été attribué à Omar Ba pour un montant de 29 902 359 F CFA TTC au terme d'une procédure de DRP dont l'examen des offres a permis d'identifier des signes de ressemblance surprenantes dans les soumissions des cinq soumissionnaires RAMA SALANE, GPROMIS, GIE AGRODEV, SONEVERT et OMAR BA (les mêmes fautes d'orthographe ont été identifiées aux mêmes endroits sur les factures pro forma). Ce constat laisse supposer qu'elles peuvent émaner de la même source ou de sources liées ; ce qui constituerait une collusion entre fournisseurs et une absence de réelle concurrence. D'autres indices confortent ce constat puisque nous avons par ailleurs noté que la lettre d'invitation à soumissionner du 30 juin 2011 fixe la date limite de dépôt des offres au Lundi 11 juillet 2011 à 10 Heures. L'un des candidats consultés (Mme RAMA SALANE, Vente et Installation de Matériels Agricole) dont l'offre est datée du 7 juillet 2011 a accusé réception de la lettre d'invitation à soumissionner le 8 août 2011 donc bien après la date limite de dépôt des offres. Un autre candidat consulté a reçu ladite invitation à soumissionner le samedi 9 juillet pour préparer une offre censée être déposée le 11 juillet 2011 soit un délai de préparation de trois jours y compris le week-end.

Nous notons en outre, qu'en lieu et place du Bureau d'Etudes et de Réalisations Horticoles qui a été consulté, c'est plutôt Omar Ba qui a répondu alors que les deux personnes sont différentes. En effet, le RC tout comme le NINEA présentés par le soumissionnaire ont été établis au nom de Omar Ba pour une activité de commerce général et pas au nom du Bureau d'Etudes et de Réalisations Horticoles qui a été consulté. S'il s'agissait de la même personne, une déclaration de modification de la personne morale auprès du Tribunal Régional aurait dû être produite par le sieur Omar Ba ou inversement pour que cette offre soit admise pour examen détaillé.

2. l'article 5 du cahier des charges relatif à la **DRP portant acquisition de Cornières et de fer** attribuée à SOFICA pour un montant de 5 811 500 F CFA stipule qu'il ne sera toléré aucune quantité en plus ou en moins sur les livraisons à effectuer mais que l'Administration se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer les quantités dans le cadre du bordereau de prix sans préciser la marge de fluctuation desdites quantités qui doit être normalement comprise entre 0 et 15 % . Si cette indication n'est pas faite dans le cahier des charges, son application ferait appel à des pourcentages fixés a posteriori, ce qui constituerait une violation des règles de transparence. Nous précisons toutefois

que le marché a été exécuté sans application de la clause. Il est important de relever que ce marché a été passé en violation du principe d'économie, car un autre marché portant acquisition de cornières et de fer a été attribué à SOFICA pour 5 192 000 F CFA et un relatif à l'achat de fer à béton a été également attribué à SAB pour 8 212 500 F CFA.

3. l'examen des factures pro forma présentées par les candidats invités à présenter une offre pour la **sélection d'un prestataire pour la confection de tee-shirts** attribuée à DELTA SERVICE pour 24 249 000 F CFA a permis de noter une incohérence entre la date d'ouverture des plis (4 août 2011) et la date de réception des factures pro forma (30 août 2011). Toutes les factures pro forma ont été enregistrées sous le numéro 0816 BIS, ce qui est contraire aux normes de gestion du courrier. Sous ce rapport, il convient également de noter que plusieurs lettres individuelles de saisine des fournisseurs pour des procédures de DRP portent à tort le même numéro d'enregistrement. L'attribution d'un même numéro pour une lettre de saisine ne se conçoit que lorsqu'il est annexé à cette lettre une liste de destinataires qui est cochée individuellement pour chacun des attributaires listés.
4. deux marchés ont été attribués à **SOMAPHY WEST AFRICA SA** au terme de deux procédures d'appel d'offres respectivement pour **l'achat de trois tracteurs (124 136 000 F CFA TTC)** et **l'achat de 100 000 mètres de grillage (70 474 320 F CFA TTC)**. Chacun de ces deux marchés a été finalement résilié en raison de l'incapacité du fournisseur à satisfaire à ses obligations. Nous avons noté des non conformités dans la mise en œuvre des procédures de mise en demeure et de résiliation. A notre avis, il n'appartient pas à la DCMP de donner l'autorisation de résilier un marché à la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante (c'est le Président du Conseil de Surveillance qui est l'autorité d'approbation de ce marché). Par conséquent, l'AN GMV ne devrait pas saisir la DCMP pour obtenir de cette dernière l'autorisation de résilier le contrat. Par ailleurs, nous précisons que les effets d'une mauvaise mise en demeure dans la forme et dans le fond peuvent être lourds de conséquence pour l'Autorité Contractante. Ladite mise en demeure doit indiquer d'une part, le délai accordé au fournisseur pour satisfaire à ses obligations et d'autre part, les sanctions encourues en cas de non exécution dans ledit délai, en référence aux dispositions du contrat. Telle que libellée, notamment dans sa partie relative à la sanction, la mise en demeure reste imprécise (il est y indiqué que l'AN GMV va demander à la DCMP l'autorisation de résilier le marché). Il faut clairement indiquer qu'à défaut pour le titulaire de satisfaire à ses obligations dans le délai de quinze jours qui lui est imparti, l'AN GMV va résilier le marché aux seuls torts de SOMAPHY et continuer son exécution à ses frais et risques. Par ailleurs, nous notons que la résiliation a été prononcée avec application des pénalités de retard mais le

décompte provisionnel de résiliation n'a pas été transmis à l'attributaire défaillant au regard des informations consignées dans le dossier de marché. Nous notons en outre que la garantie de bonne exécution n'a pas été constituée en violation des dispositions de l'article 114 du CMP.

En conclusion, nous estimons que ce marché aurait dû faire l'objet d'un suivi plus rapproché en tenant compte de l'offre très basse du titulaire par rapport aux offres concurrentes. En effet, à l'ouverture des plis pour le marché de grillage, il y'avait une forte disparité des prix proposés qui variaient de 70 474 320 F CFA TTC à 375 240 000 F CFA TTC. Pour le marché des tracteurs, les prix vont de 124 136 000 F CFA à 236 649 000 F CFA. Ces constats montrent qu'il pouvait s'agir de marchés à risques, relevant notamment d'une possible sous-estimation des prix. Dès lors, comme l'AC n'a pas évoqué le caractère anormalement bas du prix à l'évaluation, elle aurait dû prendre toutes les dispositions pour un suivi rapproché de l'exécution, en appliquant systématiquement et à temps les pénalités, afin de pouvoir, au besoin, résilier le marché dans les meilleures conditions de délais.

Le délai de remise des pièces administratives manquantes aurait pu être prolongé jusqu'à la date d'attribution pour permettre à tous les soumissionnaires de se mettre à jour puisqu'il a été précisé dans le PVO que l'attribution du marché se ferait le 13 février 2012.

De plus, le tableau comparatif des pièces administratives inséré dans le PVO indique pour certains soumissionnaires que certaines pièces (AIRTSS, CSS, IPRES, ACF) étaient à renouveler sans préciser leur durée de validité. Rappelons que les pièces administratives valides jusqu'au 31 décembre de l'année N sont également valables pour l'année N+1 en référence à l'article 45-a) du CMP. Si nous considérons que cet aspect se confirme, SAREDICA aurait été injustement éliminé et son offre rejetée pour des raisons non valables

5. le marché relatif à l'acquisition **de trois véhicules de tourisme et d'un véhicule 4X4 station wagon**, lancé en Octobre 2011 et dont le lot 2 « véhicules de tourisme » a été attribué à **CCBM AUTOMOBILE** pour **19 500 000 FCFA TTC**, est toujours en cours, en Janvier 2013, à la suite d'un lancement précipité. La procédure d'acquisition a été lancée avant l'obtention de l'avis de la Commission de Contrôle des Véhicules Administratifs. La non observation de ce pré requis par l'AN GMV a été à l'origine du retard constaté dans le déroulement de cette procédure qui n'est toujours pas achevée, la DCMP refusant en conséquence de donner son avis sur le rapport d'évaluation. Sur ce point, il convient de noter que l'autorité contractante aurait pu éviter ce désagrément en se conformant à l'instruction du Premier Ministre N° 0019 PM/SGG/BSC en date du 05 Novembre 2008 prise en application du décret 2008-695 du 30 Juin 2008 règlementant l'acquisition, l'attribution et l'utilisation des véhicules administratifs. Au terme de ce décret, la DCMP ne

serait fondée à examiner que les marchés d'acquisition de véhicules préalablement visés par la DMTA ou autorisés par le Premier Ministre.

6. les paiements relatifs au marché portant acquisition de produits phytosanitaires attribué au **GIE AFRIQUE AGRO BIO ENERGIE** pour **26 992 500 F CFA TTC**, ont été faits en trois tranches contrairement aux dispositions du contrat qui stipulait que le règlement se ferait après service fait. En outre, le délai d'exécution étant fixé à 30 jours (donc inférieur à trois mois), le paiement doit obligatoirement être unique (Article 97 du CMP). Il conviendrait d'ajouter que même si le paiement en plusieurs tranches était permis, le changement des conditions de paiement indiquées dans le dossier de consultation en des conditions plus favorables, contribue à fausser a posteriori les conditions initiales de concurrence.
7. les marchés portant acquisition de cornières et de fers attribué à **SOFICA** pour **5 192 000 F CFA TTC**, achats de fer à béton et acquisition de piquets de protection attribué à **SAB** pour **8 212 500 FCFA TTC**, acquisition de matériels de pépinière attribué à **AC NOUVEAUX HORIZONS** pour **24 420 000 FCFA** et acquisition de pulvérisateurs attribué à **SOMAPHY WEST AFRICA SA** pour **15 780 730 FCFA TTC** ont été entachés des mêmes irrégularités avec la lettre d'invitation qui ne mentionne pas les noms des destinataires (en violation de l'article 2 de la circulaire N°4 du PM du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP), des paiements antérieurs à la livraison et à la production de la facture définitive, aucune prévision de pénalités de retard et aucun justificatif du reversement du précompte TVA.
8. l'examen du cahier des charges relatif à la DRP portant **Souscription d'une police d'assurance maladie** pour le personnel, attribué à Colina pour un montant de 27 228 500 F CFA, a permis de noter plusieurs anomalies qui illustrent une insuffisante maîtrise des opérations en amont du lancement de la procédure, notamment la définition des besoins en couverture d'assurance maladie. En fait, l'AN GMV a traité cette opération comme s'il s'agissait d'une prestation intellectuelle avec une définition de critères d'évaluation peu pertinents auxquels l'AC a attribué des coefficients de pondération à l'effet de déterminer un score technique minimal dont l'obtention ouvre droit à l'évaluation de l'offre financière du candidat. La définition des besoins pour le cas spécifique des polices d'assurance maladie doit normalement porter sur des points tels que :
 - la population à couvrir (nombre d'adhérents, nombre de bénéficiaires, âge des bénéficiaires),
 - la nature des risques ou besoins en couverture,

- les exclusions acceptées en précisant que toute exclusion non prévue dans le DAO peut entraîner le rejet de l'offre,
- les taux de remboursement et leur assiette de calcul,
- les plafonds de garantie souhaités pour chaque risque pris individuellement et le plafond de garantie souhaité par assuré,
- l'abrogation des délais de carence ou délai d'attente,
- les délais de remboursement,
- l'étendue territoriale,
- l'engagement des candidats à fournir un état annuel de sinistralité et en cours d'année d'états partiels de sinistralité à la demande de l'AC dans un délai précis accompagné de pénalités, etc.

Au-delà du montant de la prime, les offres des soumissionnaires doivent être appréciées au regard de leur conformité ou non aux critères ci-avant énoncés. Une fois les risques à couvrir circonscrits et le besoin défini, l'AC établit un plan de présentation des offres pour en faciliter la comparaison. Un cahier des charges bien conçu est le préalable à une correcte passation des marchés.

Nous avons en outre noté que le cahier des charges indique que le délai de validité des offres est de quinze jours à compter de la date d'ouverture des plis ; il s'agit d'un délai trop court au regard de la date d'attribution du marché, de la date d'approbation et de la date de prise d'effet du contrat.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés (article 143 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé ;

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	9
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	10
1.1 Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	11
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	18
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	20
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	22
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	29
2.1 Contexte de l'intervention	30
2.2 Objectifs de la mission	31
2.2.1 Objectifs généraux	31
2.2.2 Objectifs spécifiques	31
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	32
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	35
3 Approche méthodologique	36
3.1 Revue approfondie des textes de référence	37
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	38
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	39
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	40
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	41
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	42
4 Résultats des travaux	43
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	44
4.1.1 Commission des marchés	44
4.1.2 Cellule de passation des marchés	44
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	44
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	44
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	44
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	45
4.1.5 Rappel des seuils applicables à l'AN GMV	45
4.2 Examen des marchés	46
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	46
4.2.2 Marchés conclus par Appel d'Offres	48
4.2.3 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	58

Liste des abréviations et sigles

ANGMV	Agence Nationale de la Grande Muraille Verte
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

AOO N° 001 / 2011 ACQUISITION DE 100 000 METRES DE GRILLAGE – SOMAPHY POUR 70 434 320 F CFA

Sur les huit candidats ayant retiré le DAO, seuls cinq ont accusé réception de la lettre d'informations émise par l'AC suite à une demande d'éclaircissement d'un candidat. Au regard des éléments du dossier de marché, il semblerait qu'il y ait une rupture dans l'égalité de traitement des soumissionnaires qui doivent être au même niveau d'information ;

L'examen des dossiers administratifs des soumissionnaires a permis de noter que l'attestation de l'inspection régionale du travail fournie par le GIE Sokhna Marema a été délivrée à Diourbel pendant que les attestations de la CSS, de l'IPRES et le quitus fiscal ont été délivrées à Kaolack. En cas de changement de l'adresse de son siège social, le soumissionnaire aurait dû établir une déclaration de modification (transfert) auprès du tribunal régional et se faire délivrer les pièces au lieu de son nouveau siège social ;

Le délai de dix jours accordé aux soumissionnaires pour la remise des pièces administratives manquantes aurait pu être prolongé jusqu'à la date d'attribution du marché fixée au 13 février 2012 au regard des informations consignées dans le procès verbal d'ouverture des plis ;

L'examen du tableau de vérification des pièces administratives a permis de noter que les dates limites de validité desdites pièces ne sont pas renseignées. Il est juste indiqué dans le procès verbal d'ouverture des plis que certaines pièces étaient à renouveler. Nous rappelons que les conditions de mise en œuvre du contrôle des conditions à remplir pour prendre part aux marchés publics (article 43 du CMP) et des renseignements et justifications à fournir (article 44 du CMP) sont précisées dans l'article 45 du CMP. Ainsi, les pièces administratives valides jusqu'au 31 décembre de l'année 2010 sont également valables pour l'année 2011 au regard de l'article 45- a) du CMP. Par conséquent, SAREDICA a été injustement éliminé et son offre aurait dû être évaluée ;

Le PVO n'a pas été remis aux représentants des soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du CMP ;

L'examen, des offres a permis de noter une forte disparité des prix proposés par les soumissionnaires qui varient de 70 474 320 F CFA TTC à 375 240 000 F

CFA TTC. Ce constat montre qu'il pouvait s'agir d'un marché à risques, relevant notamment d'une possible sous-estimation des prix. Dès lors que l'AN GMV n'a pas évoqué le caractère anormalement bas du prix à l'évaluation, elle aurait dû prendre toutes les dispositions pour un suivi rapproché de l'exécution, en appliquant systématiquement et à temps les pénalités, afin de pouvoir, au besoin, résilier le marché dans les meilleures conditions de délais ;

La mise en demeure servie à l'attributaire comporte quelques imprécisions pouvant entacher sa régularité. En effet, elle ne précise pas clairement qu'à défaut pour l'attributaire de satisfaire à ses obligations dans le délai de quinze jours, la sanction encourue est la résiliation du contrat à ses seuls torts et périls ;

La garantie de bonne exécution n'a pas été constituée par l'attributaire à la signature du marché en violation de l'article 114 du CMP ;

La redevance de régulation n'a pas été payée ;

Le contrat n'a pas été soumis aux formalités de l'enregistrement.

**AAO N° 002 / 2011 ACQUISITION DE TROIS VEHICULES DE TOURISME ET UN VEHICULE 4X4 SW –
CCBM POUR 19 500 000 LOT 2**

Nous avons noté une incohérence entre le montant de la garantie de soumission sur le lot 2 telle qu'elle résulte de l'avis d'appel d'offres (600 000 F CFA) et ce même montant tel qu'il figure dans le dossier d'appel d'offres (2 500 000 F CFA). Cette confusion peut être source de litige préjudiciable à l'autorité contractante car susceptible de recours pouvant retarder la mise en œuvre de la procédure ;

La procédure d'acquisition a été lancée avant l'obtention de l'avis de la Commission de Contrôle des Véhicules Administratifs. La non observation de ce pré requis par l'AN GMV a été à l'origine du retard constaté dans le déroulement de cette procédure qui n'est toujours pas achevée, la DCMP refusant de donner son avis sur le rapport d'évaluation ;

Les convocations pour la séance d'ouverture des plis à adresser aux membres de la commission n'ont pas été classées dans le dossier ;

Les justificatifs de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier de passation (article 67.4 du CMP) ;

AOO N° 003/ 2011 FOURNITURE DE TROIS TRACTEURS DE 155 CV – SOMAPHY 124 136 000 F CFA

Les supports de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des plis aux soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

Les attestations de main levée des garanties de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier en violation avec l'article 83.3 du CMP ;

La lettre de notification de l'attribution du marché prévue par l'article 85 du CMP n'est pas classée dans le dossier. Le marché n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement ;

Ce marché a été finalement résilié en raison de l'incapacité du fournisseur à satisfaire à ses obligations. Nous avons noté des non conformités dans la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et de résiliation. En effet, il n'appartient pas à la DCMP de donner l'autorisation de résilier un marché à la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante. Par conséquent, l'AN GMV ne doit pas saisir la DCMP pour obtenir l'autorisation de résilier le contrat. Par ailleurs, nous précisons que les effets d'une mauvaise mise en demeure dans la forme et dans le fond peuvent être lourds de conséquence pour l'Autorité Contractante. Ladite mise en demeure doit indiquer d'une part le délai accordé au fournisseur pour satisfaire à ses obligations et d'autre part la ou les sanctions encourues en cas de non exécution dans ledit délai. Telle que libellée notamment dans sa partie relative à la sanction, la mise en demeure reste imprécise (il est indiqué dans la mise en demeure que l'AN GMV va demander à la DCMP l'autorisation de résilier le marché). Il faut clairement indiquer qu'à défaut pour le titulaire de satisfaire à ses obligations dans le délai de quinze jours qui lui est imparti, l'AN GMV va résilier le marché aux seuls torts de SOMAPHY et continuer son exécution à ses frais et risques. Par ailleurs, nous notons que la résiliation a été prononcée avec application des pénalités de retard mais le décompte provisionnel de résiliation n'a pas été transmis à l'attributaire au regard des informations consignées dans le dossier de passation. Nous notons également que la garantie de bonne exécution n'a pas été constituée en violation des dispositions de l'article 114 du CMP ; ce faisant, l'AN GMV ne peut pas l'appeler pour un paiement partiel des sommes dues par le titulaire dans le cadre de la résiliation ;

DRP N° 22 / AN GVM ASSURANCE MALADIE DU PERSONNEL – COLINA ASSURANCE POUR 27 228 500 F CFA

L'examen du cahier des charges relatif à la DRP portant Souscription d'une police d'assurance maladie pour le personnel attribué à Colina pour un montant de 27 228 500 F CFA a permis de noter plusieurs dysfonctionnements qui illustrent une insuffisante maîtrise des opérations en amont de la définition des besoins en couverture d'assurance maladie. En fait, l'AN GMV a traité cette opération comme s'il s'agissait d'une prestation

intellectuelle avec une définition de critères d'évaluation peu pertinents auxquels l'AC a attribué des coefficients de pondération à l'effet de déterminer un score technique minimal dont l'obtention ouvre droit à l'évaluation de l'offre financière du candidat. Nous précisons que dans le cas des marchés d'assurance maladie, il est important, après la détermination de la population à couvrir (nombre d'adhérents, nombre de bénéficiaires, âge des bénéficiaires), de bien identifier la nature des risques ou besoins en couverture, de définir les exclusions acceptées en précisant que toute exclusion non prévue dans le DAO peut entraîner le rejet de l'offre, de préciser les taux de remboursement et leur assiette de calcul, de préciser les plafonds de garantie souhaités pour chaque risque pris individuellement et le plafond de garantie souhaité par assuré, de demander l'abrogation des délais de carence ou délai d'attente, de fixer les délais de remboursement, de définir l'étendue territoriale, de requérir l'engagement des candidats à fournir un état annuel de sinistralité et en cours d'année d'états partiels de sinistralité à la demande de l'AC dans un délai précis accompagné de pénalités, etc. Au-delà du montant de la prime, les offres des soumissionnaires doivent être appréciées au regard de leur conformité ou non à ces critères. Une fois les risques à couvrir circonscrits et le besoin défini, l'AC établit un plan de présentation des offres pour en faciliter la comparaison. Un cahier des charges bien conçu est le préalable à une correcte passation des marchés ;

Les pièces du dossier ne permettent pas de s'assurer que les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres comme le recommande la circulaire N° 4 du PM. Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement.

DRP N° 13 / 2011 AMENAGEMENT ET INSTALLATION DE RESEAUX D'IRRIGATION – OMAR BA 29 902 359 F CFA

Ce marché a été attribué à Omar Ba pour un montant de 29 902 359 F CFA TTC au terme d'une procédure de DRP dont l'examen des offres a permis d'identifier des signes de ressemblance surprenantes dans les offres des cinq soumissionnaires RAMA SALANE, GPROMIS, GIE AGRODEV, SONEVERT et OMAR BA (les mêmes fautes d'orthographe ont été identifiées aux mêmes endroits sur les factures pro forma). Ce constat laisse supposer qu'elles peuvent émaner de la même source ou de sources liées, ce qui constituerait une collusion entre fournisseurs et une absence de réelle concurrence. D'autres indices confortent ce constat. En effet, nous avons par ailleurs noté que la lettre d'invitation à soumissionner datée du 30 juin 2011 fixe la date limite de dépôt des offres au Lundi 11 juillet 2011 à 10 Heures. Or, l'un des candidats consultés (Mme Rama Salane, Vente et Installation de Matériels Agricole) dont l'offre est datée du 7 juillet 2011 a accusé réception de la lettre d'invitation à soumissionner le 8 août 2011 donc bien après la date limite de dépôt des offres. Un autre candidat consulté a reçu ladite invitation le samedi 9 juillet pour préparer une offre censée être déposée le 11 juillet 2011 soit un délai de préparation de trois jours y compris le weekend ;

Nous notons en outre qu'en lieu et place du Bureau d'Etudes et de Réalisations Horticoles qui a été consulté, c'est plutôt Omar Ba qui a répondu alors que les deux personnes sont différentes. En effet, le RC tout comme le NINEA présentés par le soumissionnaire ont été établis au nom de Omar Ba pour une activité

de commerce général et non au nom du Bureau d'Etudes et de Réalisations Horticoles qui a été consulté. S'il s'agissait de la même personne, une déclaration de modification de la personne morale auprès du Tribunal Régional aurait dû être produite par le sieur Omar Ba ou inversement pour que cette offre soit admise pour examen détaillé ;

Le tableau de comparaison des offres se limite à comparer le montant des offres financières sans faire une vérification formelle des aspects techniques notamment ceux relatifs aux quantités qui devraient figurer sur le bordereau des quantités et au planning des irrigations (la mise en harmonie des quantités est importante pour les besoins de la comparaison des offres) ;

Les anomalies suivantes ont été relevées sur cette consultation:

- une avance de 40% non couverte par une garantie de restitution d'avance est prévue au contrat alors qu'une avance de démarrage ne peut pas excéder 20% du montant du marché et doit obligatoirement être garantie (article 96 du CMP) ;
- le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement préalablement à la mise en règlement des factures ;
- l'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte ne sont pas classés dans le dossier de passation.
- le contrat a été conclu avec Omar Ba intuitu personae, ce qui signifie une consultation entre des entreprises et une personne physique donc une entorse à une réelle concurrence.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller au respect des dispositions des articles 43, 44, 45-a, 67-4 et 114 du CMP ;

Veiller au suivi rigoureux de l'exécution des marchés ;

Se conformer à l'instruction du PM N° 0019 en date du 5 novembre 2008 prise en application du décret 2008-695 du 30 Juin 2008 réglementant l'acquisition, l'attribution et l'utilisation des véhicules administratifs ;

Se conformer à l'art 39 du CMP ;

Se conformer à l'art 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;

Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure ;

Respecter les règles de notification de l'article 85 du CMP ;

Respecter l'article 114 du CMP ;

Veiller à une correcte préparation des dossiers de passation notamment par une bonne définition des besoins, conformément à l'article 5 du CMP.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Nous avons noté que lors de la résiliation des marchés relatifs à la fourniture de tracteurs d'une part et de grillage d'autre part, le décompte provisionnel de résiliation n'avait pas été transmis à l'attributaire défaillant. Nous avons par ailleurs relevé que la garantie de bonne exécution n'avait pas non plus été constituée à la signature de ces deux contrats en violation des dispositions de l'article 114 du CMP. Il s'y ajoute que les dommages causés par la non protection des périmètres reboisés du fait de la défaillance du titulaire du marché de grillage n'ont pas été évalués pour une éventuelle action en responsabilité du titulaire.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Préparer et transmettre les décomptes provisionnels de résiliation en appui à la notification de ladite résiliation ;

Faire une estimation des dommages causés par la défaillance du titulaire pour d'éventuelles actions en responsabilité ;

Recueillir les garanties de bonne fin conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics.

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

Les marchés relatifs à la fourniture de tracteurs et de grillages n'ont pas fait l'objet d'un suivi plus rapproché en tenant compte des offres très basses du titulaire par rapport aux offres concurrentes. En effet, à l'ouverture des plis sur les deux marchés, les offres du titulaire étaient de loin inférieures à celles des seconds moins disant. Ces constats montrent que ces marchés étaient potentiellement à risques du fait d'une possible sous-estimation de leurs prix. Dès lors que l'AN GMV n'avait pas évoqué le caractère anormalement bas des prix à l'évaluation, elle aurait dû prendre toutes les dispositions pour un suivi rapproché de l'exécution, en appliquant systématiquement les pénalités dans les délais requis, afin de pouvoir résilier le marché en temps opportun et envisager d'autres modalités d'exécution.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

A défaut de demandes de précisions sur le montant des offres qu'elle pourrait estimer anormalement basses, l'Autorité Contractante aurait dû effectuer un suivi rapproché de l'exécution et du respect des délais de livraison de manière proactive afin de minimiser les impacts d'une éventuelle défaillance du titulaire.

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AOO N° 02/2011/F/ANGMV	AO N° 01/2011/F/ANGMV	AOO N° 03/2011- ANGMV
Nature	Acquisition de trois véhicules de tourisme et un véhicule 4x4 Station Wagon	Acquisition de 100 000 mètres de grillage	Fourniture de trois (3) tracteurs de 155 CV
Attributaires	CCBM AUTOMOBILE	SOMAPHY WEST AFRICA	SOMAPHY WEST AFRICA
Montants en F CFA TTC	19 500 000 FCFA TTC	70 434 320 FCFA	124 136 000 FCFA TTC
Instruction N° 0019 du PM en date du 05 novembre 2008 prise en application du décret 2008-695 du 30 juin 2008 réglementant l'acquisition, l'attribution et l'utilisation des véhicules administratifs	✓		
Violation de l'art 39 sur les convocations à adresser aux membres de la commission des marchés	✓		✓
Violation de l'article 37 du CMP sur la redevance de régulation		✓	
Violation de l'art 45.a du CMP sur la validité des pièces administratives		✓	
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓	✓	✓
Elimination de candidats à tort à l'évaluation		✓	
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'attestations de main levée des garanties de soumission			✓
Violation des articles 84 et 85 du CMP sur la souscription et la notification des marchés		✓	✓
Contrats non soumis aux formalités d'enregistrement (article 424 du CGI)		✓	✓
Violation de l'art 114 du CMP : Défaut de fourniture de garantie de bonne exécution		✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓		

Description	DRP N° 12/2011/DRP/ANGMV	DRP N° 07/2011/DRP/ANGMV	DRP N°03/2011/DRP/ANGMV	DRP N°09/2011/DRP/ANGMV
Nature	Acquisition de produits phytosanitaires	Acquisition de cornières et de fers	Achat de 15 tonnes de fer a béton / acquisition de piquets de protection	acquisition de matériels de pépinière
Attributaires	GIE Afrique Agro Bio Energie	SOFICA	SAB	AC Nouveaux-Horizons
Montants en F CFA TTC	26 992 500 F CFA TTC	5 192 000 F CFA TTC	8 212 500 F CFA TTC	24 420 100 FCFA
Violation de l'article 7 du CMP sur les noms de marque	✓			
Violation de l'art 13.7 du CMP sur la mention des pénalités de retard dans le contrat	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 39 sur les convocations à adresser aux membres de la commission des marchés				
Contrat non soumis aux formalités de l'enregistrement				✓
Violation de la circulaire 004 du Premier Ministre : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓

Description	DRP N°04/2011/DRP/ANGMV	DRP N° 22/ANGMV/DPS	DRP N° 15/2011/DRP/ANGMV	DRP N° 13/2011/DRP/ANGMV
Nature	Acquisition de pulvérisateurs AGRIMTEC autoporteurs de 32 & 28 disques	Assurance maladie du personnel de l'ANGMV	Acquisition de tee-shirts et casquettes	Goutte à goutte dans deux sites des départements de Linguère et Louga (mbar, Toubab, Almaly)
Attributaires	SOMAPHY WEST AFRICA S.A.	COLINA ASSURANCES	DELTA SERVICES	OMAR BA/BERHO
Montants en F CFA TTC	15 780 730 F CFA TTC	25 286 500 FCFA TTC	24 249 000 F CFA TTC	29 902 359 F CFA TTC
Violation de l'art 6 du CMP : Défaut d'inscription du marché dans le PPM	✓			
Défaut de mention dans la lettre d'invitation à soumissionner l'identité de tous les candidats présélectionnés				✓
Violation de l'article 7 du CMP sur les noms de marque	✓		✓	✓
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation			✓	✓
Violation de la circulaire 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓	✓	✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓		✓
Contrats non soumis à la formalité de l'enregistrement		✓	✓	✓

Existence de signes de collusion				✓
Mode de passation du marché utilisé inapproprié		✓		
Violation de l'article 133 du CMP sur les pénalités de retard			✓	
Violation de l'article 96 du CMP sur l'avance de démarrage				✓

Description	DRP	DRP	DRP	DRP
Nature	Acquisition de gaines de polyéthylène	Travaux de réhabilitation des locaux de la GMV à Mbar Toubab (Keur Momar Sarr)	Achat de 400 fers a béton normalisé de diamètre 20	Achat de cornières
Attributaires	SPN	G.T.C.O.M	SIBA	SOFICA
Montants en F CFA TTC	22 420 000 FCFA TTC	48 893 640 FCFA TTC	6 372 000 FCFA TTC	5 811 500 FCFA TTC
Défaut de mention dans la lettre d'invitation à soumissionner l'identité de tous les candidats présélectionnés (circulaire 004)	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement	✓		✓	
Violation de l'art 13.7 du CMP sur la mention des pénalités de retard dans le contrat	✓		✓	
Existence de signes de collusion	✓	✓		✓
Délais contractuels anormalement longs		✓		
Violation de l'art 96.2 du CMP sur l'avance de démarrage		✓		
Violation de l'article 114 du CMP sur la garantie de bonne exécution		✓		

Description	DRP	DRP	DRP
Nature	Acquisition de matériels de camping tentes militaires	Acquisition de 500 lits de campagne	Acquisition de produits alimentaires
Attributaires	ELITE EQUIPEMENT	ETS MAME GOR BITEYE	OUSMANE SANKHARE
Montants en F CFA TTC	9 971 000 FCFA TTC	22 125 000 FCFA TTC	10 376 625 FCFA TTC
Défaut de mention dans la lettre d'invitation à soumissionner l'identité de tous les candidats présélectionnés	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓		
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement			
Existence de signes de collusion		✓	

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et de suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et

5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2010 - 126 du 10 février 2010 portant organisation et fonctionnement du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs artificiels ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,

- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au

libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),

- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,

- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMF),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de l'AN GMV, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a été pris le 1^{er} mai 2011 alors que l'article 36-1 dispose que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours.

Les représentants de la tutelle (Présidence de la République) tout comme du Contrôle Financier au sein de la Commission des Marchés de l'ANGVM ont été désignés le 1^{er} mai 2011 (Note de Service N° 006/ANGVM).

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination de l'unique membre de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) en la personne du Responsable Planification et Stratégies (Note de service non datée).

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été signées pour la plupart en mai 2011. Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de l'AN GMV, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Nous notons un retard dans la transmission car le

PPM aurait dû être établi et transmis à la DCMP au plus tard le 31 décembre 2010 pour ce qui concerne la gestion 2011.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans Le Soleil des 08 et 09 janvier 2011. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA L'AN GMV

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'AN GVM sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'AN GVM EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

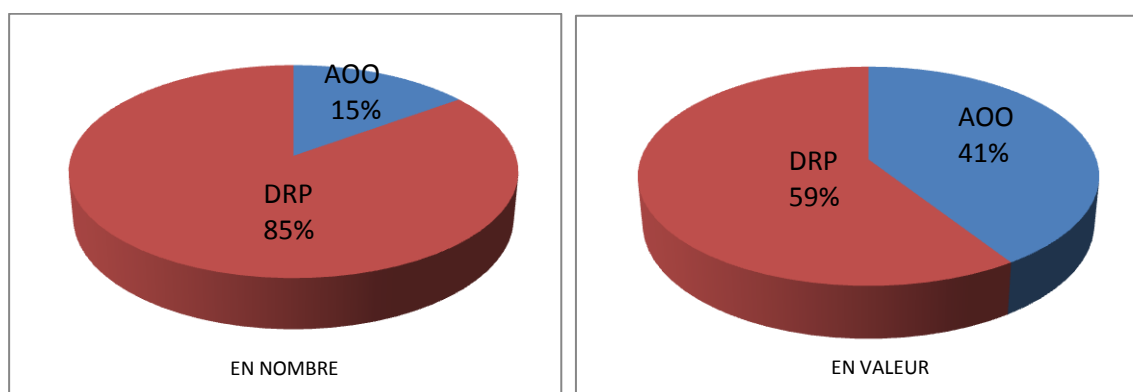
4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	3	214 070 320	3	214 070 320	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	17	310 195 329	15	286 005 454	88%	92%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	20	524 265 649	19	518 955 649	95,00%	98,99%

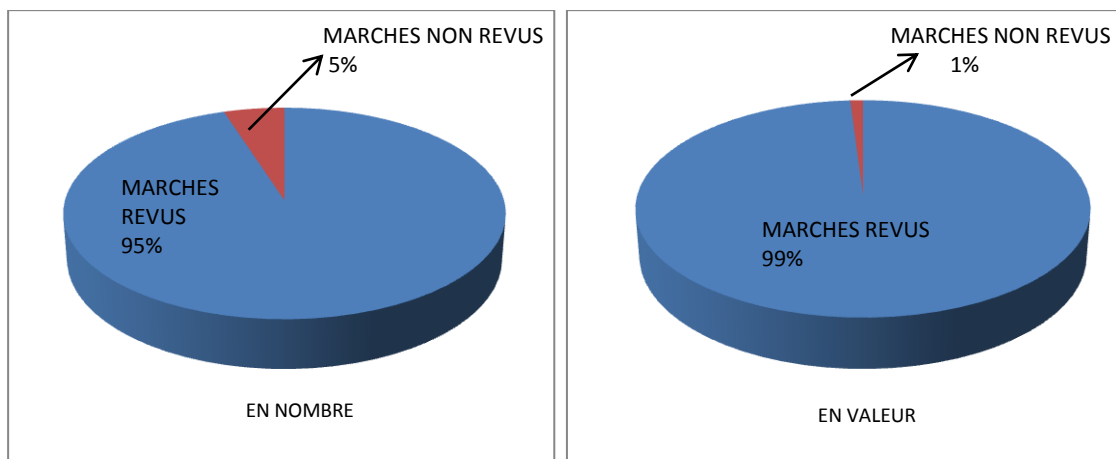
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



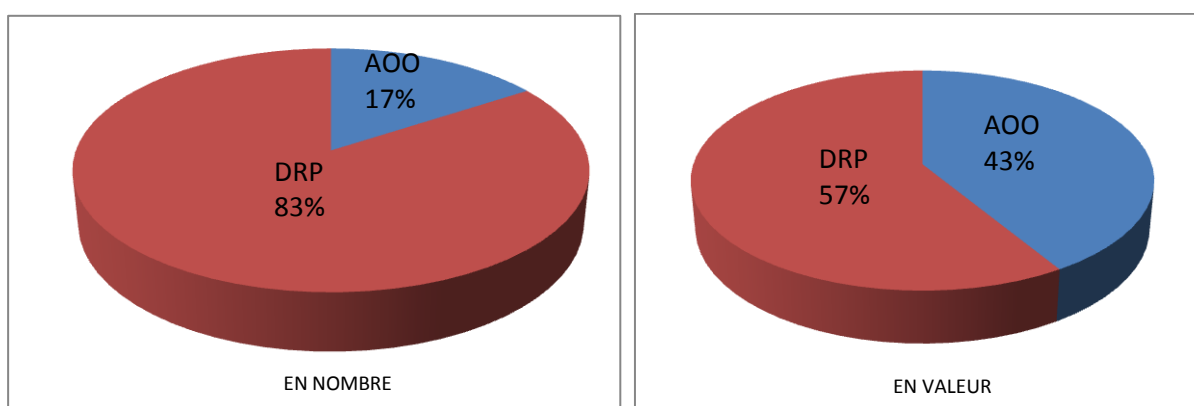
CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

Nous avons examiné les trois appels d'offres (100% en nombre et en valeur) et 16 des 17 DRP (94% en nombre et 98% en valeur) passés par l'AN GMV soit un taux de couverture de 95% en nombre et 98,99% en valeur.



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

AO N° 01/2011/F/ANGMV ACQUISITION DE 100 000 METRES DE GRILLAGE	
Date de publication de l'AGPM	Le Soleil du 09 janvier 2011
Demande d'ANO à la DCMP sur le DAO	28 septembre 2011
Date de transmission du DAO N° 01/2011/F/ANGMV	-
Date de publication de l'AO	1 ^{ère} parution Le Soleil des 08 et 09 octobre 2011 Avis de report : 18 novembre 2011 3 ^e parution : Le Soleil du 20 décembre 2011
Date limite de dépôt des offres	1 ^{ère} date limite fixée : 21 novembre 2011 à 10h Date limite reportée : 20 janvier 2012 à 9H30
Délai de préparation des offres	43 jours
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO	29 novembre 2011
Date de convocation des membres de la CM	13 janvier 2012
Date d'ouverture des plis	20 janvier 2012 à 9h30mn
Période de validité des offres	60 jours
Date de l'évaluation technique	08 février 2012
Date d'attribution	13 février 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	29 novembre 2011
Date de demande d'ANO à la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution	23 mars 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et	30 mars 2012

procès verbal d'attribution	
Date de publication de l'attribution provisoire	Le Soleil N° 12 562 du 11 avril 2012
Date de notification d'attribution et des lettres d'information aux candidats non retenus	05 avril 2012
Date de souscription	17 avril 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	26 avril 2012
Date d'approbation	02 mai 2012
Date d'immatriculation	10 mai 2012
Date de notification du marché	18 mai 2012
Date d'enregistrement du contrat	Néant
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Néant
Délai d'exécution	60 jours
Garantie de soumission	Néant
Attributaire	SOMAPHY WEST AFRICA
Montant du marché en TTC	70 434 320 F CFA TTC
Non conformités	Sur les huit candidats ayant retiré le DAO, seuls cinq ont accusé réception de la lettre d'informations émise par l'AC suite à une demande d'éclaircissement d'un candidat. Il ne nous a pas été présenté de preuve montrant que les 3 candidats restants ont acquis le DAO après émission de la réponse à la demande d'éclaircissement, auquel cas ils auraient trouvé ladite réponse dans le dossier. Dès lors, au regard des éléments du dossier de marché, il semblerait donc qu'il y'ait une rupture dans l'égalité de traitement des

	<p>soumissionnaires qui doivent être au même niveau d'information ;</p> <p>L'examen des dossiers administratifs des soumissionnaires a permis de noter que l'attestation de l'inspection régionale du travail fournie par le GIE Sokhna Marema a été délivrée à Diourbel pendant que les attestations de la CSS, de l'IPRES et le quitus fiscal ont été délivrées à Kaolack. En cas de changement de l'adresse de son siège social, le soumissionnaire aurait dû établir une déclaration de modification (transfert) auprès du tribunal régional et se faire délivrer les pièces au lieu de son nouveau siège social ;</p> <p>Le délai de dix jours accordé aux soumissionnaires pour la remise des pièces administratives manquantes aurait pu être prolongé jusqu'à la date d'attribution du marché fixée au 13 février 2012 au regard des informations consignées dans le procès verbal d'ouverture des plis ;</p> <p>L'examen du tableau de vérification des pièces administratives a permis de noter que les dates limites de validité desdites pièces ne sont pas renseignées. Il est juste indiqué dans le procès verbal d'ouverture des plis que certaines pièces étaient à renouveler. Nous rappelons que les conditions de mise en œuvre du contrôle des conditions à remplir pour prendre part aux marchés publics (article 43 du CMP) et des renseignements et justifications à fournir (article 44 du CMP) sont précisées dans l'article 45 du CMP. Ainsi, les pièces administratives valides jusqu'au 31 décembre de l'année 2010 sont également valables pour l'année 2011 au regard de l'article 45- a) du CMP. Par conséquent, SAREDICA a été injustement éliminé et son offre aurait dû être évaluée ;</p> <p>Le PVO n'a pas été remis aux représentants des soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du CMP ;</p> <p>L'examen des offres a permis de noter une forte disparité des prix proposés par les soumissionnaires qui varient de 70 474 320 F CFA TTC à 375 240 000 F CFA TTC. Ce constat montre qu'il pouvait s'agir d'un marché à risques, relevant notamment d'une possible sous-estimation des prix. Dès lors que l'AN GMV n'a pas évoqué le caractère anormalement bas du prix à l'évaluation, elle aurait dû prendre toutes les dispositions pour un suivi rapproché de l'exécution, en appliquant systématiquement et à</p>
--	--

	<p>temps les pénalités, afin de pouvoir, au besoin, résilier le marché dans les meilleures conditions de délais ;</p> <p>La mise en demeure servie à l'attributaire comporte quelques imprécisions pouvant entacher sa régularité. En effet, elle ne précise pas clairement qu'à défaut pour l'attributaire de satisfaire à ses obligations dans le délai de quinze jours, la sanction encourue est la résiliation du contrat à ses seuls torts et périls ;</p> <p>La garantie de bonne exécution n'a pas été constituée par l'attributaire à la signature du marché en violation de l'article 114 du CMP ;</p> <p>La redevance de régulation n'a pas été payée ;</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis aux formalités de l'enregistrement.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions des articles 43, 44, 45-a, 67-4 et 114 du CMP ;</p> <p>Veiller au suivi rigoureux de l'exécution des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur la réception de la lettre d'information par tous les candidats, l'ANGMV prend acte de cette observation, en fait tous les candidats avaient bien reçu la lettre d'information ; il est vrai que parmi eux, trois (3) candidats n'ont pas déchargé cette lettre d'information. Il reste entendu que l'ANGMV va y veiller la prochaine fois, d'autant plus facilement d'ailleurs que l'Agence dispose d'un cahier de transmission à cet effet.</p> <p>Sur le changement d'adresse du siège social du soumissionnaire, l'ANGMV en tiendra compte pour les prochains exercices.</p> <p>Sur le délai accordé aux candidats pour la remise des pièces administratives, l'ANGMV en tiendra compte pour les prochains exercices.</p> <p>Sur la validité des pièces administratives, l'ANGMV prend bien note et va y veiller pour la prochaine gestion.</p>

	<p>Sur la transmission des PV d'ouverture, tous les PV d'ouverture ont été transmis aux soumissionnaires, un cahier de transmission existe pour justifier la traçabilité.</p> <p>Sur la disparité des prix proposés par les soumissionnaires, nous prenons acte de cette recommandation tout en précisant que l'ANGMV ne peut pas évoquer le caractère anormalement bas du prix à l'évaluation et même après une demande d'explication au soumissionnaire, car l'ANGMV est dans l'impossibilité d'apprécier objectivement les charges supportées par le soumissionnaire pour déterminer sa politique de prix. Autrement dit, elle n'est pas en mesure d'analyser objectivement la comptabilité analytique du soumissionnaire.</p> <p>Sur la régularité de la mise en demeure, l'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.</p> <p>Sur la constitution de la garantie de bonne exécution, l'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.</p> <p>Sur le non paiement de la redevance de régulation, l'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.</p> <p>Sur la soumission du contrat à la formalité de l'enregistrement, l'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre l'essentiel des recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Sur les justificatifs de la transmission du PV d'ouverture des plis, vous avez joint à votre réponse des fiches de transmission ; nous en prenons acte. Les fiches ont été certes signées et cachetées par les destinataires, mais seuls deux candidats ont certifié avoir reçu le PV. Et sur ces deux décharges, la date de réception est du 27 Janvier 2012 pour l'une, alors que sur l'autre la date est surchargée et illisible. Or, l'ouverture des plis ayant eu lieu le 20 Janvier 2012, le PV aurait dû être établi dès la fin des opérations d'ouverture et immédiatement remis aux candidats présents ou représentés et transmis à tous les autres soumissionnaires conformément aux termes de l'article 67.4 du CMP.</p>

AOO N° 02/2011/F/ANGMV ACQUISITION DE TROIS VEHICULES DE TOURISME ET UN VEHICULE 4X4 STATION WAGON	
Date de l'AGPM	08 et 09 Janvier 2011 « Le Soleil »
Date de transmission du DAO à la DCMP	28 Septembre 2011 (1 ^{ère} saisine) 22 Novembre 2011 (2 ^{ème} saisine)
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	17 Octobre 2011 (1 ^{ère} Réponse) 29 Novembre 2011
Date de publication de l'AO	08 et 09 Octobre 2011 « Le Soleil » 18 Novembre 2011 avis de report « Le Soleil » 20 Décembre 2011 « Le Soleil »
Date limite de dépôt des offres	22 Novembre 2011 20 Janvier 2012
Délai de préparation des offres	43 jours 30 jours
Date d'ouverture des plis	20 Janvier 2012 11 h 15 mn
Garantie de soumission	1 500 000 FCFA pour chaque lot 1 600 000 FCFA pour le lot 2
Date de l'évaluation technique	08 Février 2012
Date d'attribution	13 Février 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date de publication de l'attribution provisoire	-
Date de souscription	-
Date d'approbation	-
Date d'immatriculation	-
Date de notification	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Date de publication de l'avis d'attribution	-

définitive	
Délai d'exécution	-
Garantie de soumission	1 500 000 FCFA pour le lot 1 600 000 FCFA pour le lot 2
Attributaire	CCBM AUTOMOBILE
Montant du marché en TTC	19 500 000 FCFA TTC
Notification et publicité de l'attribution provisoire	-
Notification et Publicité de l'attribution	-
Non conformités	<p>Nous avons noté une incohérence entre le montant de la garantie de soumission sur le lot 2 telle qu'elle résulte de l'avis d'appel d'offres (600 000 F CFA) et ce même montant tel qu'il figure dans le dossier d'appel d'offres (2 500 000). Cette confusion peut être source de litige préjudiciable à l'autorité contractante car susceptible de recours pouvant retarder la mise en œuvre de la procédure ;</p> <p>La procédure d'acquisition a été lancée avant l'obtention de l'avis de la Commission de Contrôle des Véhicules Administratifs. La non observation de ce pré requis par l'AN GMV a été à l'origine du retard constaté dans le déroulement de cette procédure qui n'est toujours pas achevée, la DCMP refusant en conséquence de donner son avis sur le rapport d'évaluation ;</p> <p>Les convocations pour la séance d'ouverture des plis à adresser aux membres de la commission n'ont pas été classées dans le dossier ;</p> <p>Les justificatifs de la transmission du procès verbal d'ouverture aux soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier de passation (article 67.4 du CMP).</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'instruction du PM N° 0019 en date du 5 novembre 2008 prise en application du décret 2008-695 du 30 Juin 2008 réglementant l'acquisition, l'attribution et l'utilisation des véhicules administratifs ;</p> <p>Se conformer à l'article 39 du CMP ;</p>

	<p>Se conformer à l'art 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur l'incohérence des montants de la garantie de soumission, l'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.</p> <p>Sur l'autorisation de la Commission de Contrôle des Véhicules Administratifs, l'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.</p> <p>Sur la convocation des membres de la Commission des Marchés, la convocation existe et elle est bien classée dans le dossier.</p> <p>Sur la transmission du PV d'ouverture, tous les PV d'ouverture des offres ont été transmis aux soumissionnaires, un cahier de transmission existe pour montrer la traçabilité.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à veiller à la cohérence du montant de la garantie de soumission dans les différents documents de passation de marché et sur la nécessité d'obtenir l'autorisation de la CCVA avant le lancement des procédures d'acquisition de véhicules.</p> <p>Nous prenons acte de la transmission, avec votre réponse, des copies des convocations des membres de la commission des marchés et de la copie du cahier de transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux candidats.</p> <p>Nous rappelons que ces documents doivent être classés dans le dossier de marché conformément aux instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP.</p> <p>Toutes les non conformités relevées dans notre rapport provisoire sont maintenues</p>

AOO N° 03/2011- ANGMV FOURNITURE DE TROIS TRACTEURS DE 155 CV	
Date de l'AGPM	08 et 09 Janvier 2011 « Le Soleil »
Date de transmission du DAO à la DCMP	28 Septembre 2011 (1 ^{ère} saisine) 22 Novembre 2011 (2 ^{ème} saisine)
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	17 Octobre 2011 (1 ^{ère} Réponse) 29 Novembre 2011
Date de publication de l'AO	08 et 09 Octobre 2011 « Le Soleil » 18 Novembre 2011 avis de report « Le Soleil » 20 Décembre 2011 « Le Soleil »
Date limite de dépôt des offres	22 Novembre 2011 20 Janvier 2012
Délai de préparation des offres	43 jours 30 jours
Date d'ouverture des plis	20 Janvier 2012 11 h 15 mn
Garantie de soumission	1 500 000 FCFA
Date de l'évaluation technique	08 Février 2012
Date d'attribution	13 Février 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	26 Avril 2012
Date de publication de l'attribution provisoire	12 Avril 2012 « Le Soleil »
Date de demande d'ANO sur le rapport d'analyse comparative des offres à la DCMP	23 Mars 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres	30 Mars 2012
Date de notification de l'attribution provisoire	05 Avril 2012
Date de publication de l'attribution provisoire	Le Soleil du 12 Avril 2012

Date de souscription	17 Avril 2012
Date d’approbation	05 Mai 2012
Date d’immatriculation	09 Mai 2012
Date de notification	18 Mai 2012
Date d’enregistrement du contrat	-
Date de publication de l’avis d’attribution définitive	22 Mai 2012 « Le Soleil »
Délai d’exécution	60 jours
Garantie de soumission	1 500 000 FCFA
Attributaire	SOMAPHY WEST AFRICA S.A
Montant du marché en TTC	124 136 000 FCFA TTC
Non conformités	<p>Les supports de la transmission du Procès Verbal d’Ouverture des plis aux soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier en violation de l’article 67.4 du CMP ;</p> <p>Les attestations de main levée des garanties de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier en violation de l’art 83.3 du CMP ;</p> <p>La lettre de notification de l’attribution définitive du marché n’a pas été classée dans le dossier conformément à l’art 85 du CMP ;</p> <p>Le marché n’a pas été soumis à la formalité de l’enregistrement ;</p> <p>Ce marché a été finalement résilié en raison de l’incapacité du fournisseur à satisfaire à ses obligations. Nous avons noté des non conformités dans la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et de résiliation. En effet, il n’appartient pas à la DCMP de donner l’autorisation de résilier un marché à la Personne Responsable des Marchés de l’Autorité Contractante. Par conséquent, l’AN GMV n’aurait pas dû saisir la DCMP pour obtenir l’autorisation de résilier le</p>

	<p>contrat. Par ailleurs, nous précisons que les effets d'une mauvaise mise en demeure dans la forme et dans le fond peuvent être lourds de conséquence pour l'Autorité Contractante. Ladite mise en demeure doit indiquer d'une part, le délai accordé au fournisseur pour satisfaire à ses obligations et d'autre part la ou les sanctions encourues en cas de non exécution dans ledit délai. Telle que libellée notamment dans sa partie relative à la sanction, la mise en demeure reste imprécise (il est indiqué dans la mise en demeure que l'AN GMV va demander à la DCMP l'autorisation de résilier le marché). Il faut clairement indiquer qu'à défaut pour le titulaire de satisfaire à ses obligations dans le délai de quinze jours qui lui est imparti, l'AN GMV va résilier le marché aux seuls torts de SOMAPHY et son exécution à ses frais et risques. Par ailleurs, nous notons que la résiliation a été prononcée avec application des pénalités de retard mais le décompte provisionnel de résiliation n'a pas été transmis à l'attributaire au regard des informations consignées dans le dossier de passation. Nous notons également que la garantie de bonne exécution n'a pas été constituée en violation des dispositions de l'article 114 du CMP ; ce faisant, l'AN GMV ne peut pas l'appeler pour un paiement partiel des sommes dues par le titulaire.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'art 39 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'art 67 du CMP sur l'ouverture des plis;</p> <p>Respecter les règles de notification de l'art 83.3 du CMP;</p> <p>Se conformer à l'art 85 du CMP;</p> <p>Respecter l'art 114 du CMP ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur la transmission du PV d'ouverture des plis, tous les PV d'ouverture des offres ont été transmis aux soumissionnaires, un cahier de transmission existe pour montrer la traçabilité.</p> <p>L'ANGMV prend acte de cette observation tout en précisant que les garanties de soumission sont bien transmises aux candidats non retenus, des copies déchargées existent pour</p>

	<p>montrer la traçabilité.</p> <p>Sur la notification de l'attribution définitive, la lettre de notification de l'attribution définitive existe et elle est bien classée dans le dossier.</p> <p>Sur la soumission du contrat à la formalité d'enregistrement, l'ANGMV prend acte de cette observation et va y veiller pour les exercices à venir.</p> <p>Sur la mauvaise mise en œuvre de la mise en demeure et la résiliation du marché, l'ANGMV prend acte de cette observation et va y veiller pour les exercices à venir.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de la transmission, avec votre réponse, de la copie du cahier de transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux candidats.</p> <p>Ces documents doivent être classés dans le dossier de marché conformément aux instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP.</p> <p>Sur la main levée de la garantie de soumission, l'AN GMV doit formellement établir une attestation valant main levée de garantie de soumission à laquelle elle doit joindre l'original de ladite garantie ; il s'agit d'une exigence de l'article 83.3 du CMP. Nous vous recommandons encore de respecter le formalisme requis.</p> <p>Sur la notification de l'attribution définitive, c'est plutôt la lettre de notification de l'attribution provisoire du marché que vous avez jointe à votre réponse. Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>Sur les autres points soulevés, nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° 22/ANGMV/DPS ASSURANCE MALADIE DU PERSONNEL DE L'ANGMV	
Date de saisine des fournisseurs	10 Février 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	17 Février 2011 à 17 heures
Délai de préparation des offres	07 jours
Date d'attribution	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	La notification de l'attribution a été faite à l'attributaire du marché le 27 Avril 2011.
Attributaire	COLINA ASSURANCES
Montant du marché	25 286 500 FCFA TTC
Non conformités	<p>L'examen du cahier des charges relatif à la DRP portant Souscription d'une police d'assurance maladie pour le personnel attribué à Colina pour un montant de 25 286 500 F CFA a permis de noter plusieurs anomalies qui illustrent une insuffisante maîtrise des opérations en amont de la définition des besoins en couverture d'assurance maladie . En fait, l'AN GMV a traité cette opération comme s'il s'agissait d'une prestation intellectuelle avec une définition de critères d'évaluation peu pertinents auxquels l'AC a attribué des coefficients de pondération à l'effet de déterminer un score technique minimal dont l'obtention ouvre droit à l'évaluation de l'offre financière du candidat. Nous précisons que dans le cas des marchés d'assurance maladie, il est important, après la détermination de la population à couvrir (nombre d'adhérents, nombre de bénéficiaires, âge des bénéficiaires), de bien identifier la nature des risques ou besoins en couverture, de définir les exclusions acceptées en précisant que toute exclusion non prévue dans le DAO peut entraîner le rejet de l'offre, de préciser les taux de remboursement et leur assiette de calcul, de préciser les plafonds de garantie souhaités pour chaque risque pris individuellement et le plafond de garantie souhaité par assuré, de demander l'abrogation des délais de carence ou délai d'attente, de fixer les délais de remboursement, de définir</p>

	<p>l'étendue territoriale, de requérir l'engagement des candidats à fournir un état annuel de sinistralité et en cours d'année d'états partiels de sinistralité à la demande de l'AC dans un délai précis accompagné de pénalités, etc...Au-delà du montant de la prime, les offres des soumissionnaires doivent être appréciées au regard de leur conformité ou non à ces critères. Une fois les risques à couvrir circonscrits et le besoin défini, l'AC établit un plan de présentation des offres pour en faciliter la comparaison. Un cahier des charges bien conçu est le préalable à une correcte passation des marchés ;</p> <p>Les pièces du dossier ne permettent pas de s'assurer que les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres en conformité avec la circulaire N° 4 du PM. Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement.</p>
Recommandations	<p>Veiller à une correcte préparation des dossiers de passation notamment par une bonne définition des besoins ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur l'élaboration du cahier des charges, l'ANGMV prend bien note. Il faut néanmoins préciser que les conseils d'un Expert dans le domaine avaient été considérés, et son Rapport d'Évaluation préliminaire est disponible.</p> <p>Sur l'information des candidats non retenus, l'ANGMV prend bien note de cette observation tout en précisant que les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres ; il est vrai que les copies des lettres n'ont pas été déchargées. Toutefois, l'ANGMV va veiller sur les décharges au niveau des prochains exercices.</p> <p>Sur l'enregistrement du contrat, l'ANGMV prend acte de cette observation et va y veiller pour les exercices avenir.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Toutes les non conformités relevées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

DRP N° 13/2011/DRP/ANGMV AMENAGEMENT ET INSTALLATION DE RESEAUX D'IRRIGATION GOUTTE A GOUTTE DANS DEUX SITES DES DEPARTEMENTS DE LINGUERE ET LOUGA (MBAR, TOUBAB, ALMALY)	
Date de saisine des fournisseurs	30 juin 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	11 juillet 2011 à 10h
Délai de préparation des offres	10 jours
Date d'attribution	11 juillet 2011
Fournisseurs consultés	BERHO, SONEVERT, GIE AGRODEV, Groupe pour la Promotion de la Micro Irrigation au Sahel,R.S
Nombre d'offres reçues	05
Attributaire	OMAR BA
Montant du marché en F CFA TTC	29 902 359
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	12 juillet 2011
Non conformités	<p>Ce marché a été attribué à Omar Ba au terme d'une procédure de DRP dont l'examen des offres a permis d'identifier des signes de ressemblances surprenantes dans les soumissions des cinq soumissionnaires RAMA SALANE, GPROMIS, GIE AGRODEV, SONEVERT et OMAR BA (les mêmes fautes d'orthographe ont été identifiées aux mêmes endroits sur les factures pro forma). Ce constat laisse supposer qu'elles peuvent émaner de la même source ou de sources liées ce qui constituerait une collusion entre fournisseurs et une absence de réelle concurrence. D'autres indices confortent ce constat. En effet, nous avons par ailleurs noté que la lettre d'invitation à soumissionner du 30 juin 2011 fixe la date limite de dépôt des offres au Lundi 11 juillet 2011 à 10 Heures. Or, l'un des candidats consultés (Mme Rama Salane, Vente et Installation de Matériels Agricole) dont l'offre est datée du 7 juillet 2011 a accusé réception de la lettre d'invitation à soumissionner le 8 août 2011 donc bien après la date limite de dépôt des offres. Un autre candidat consulté a reçu ladite invitation à soumissionner le samedi 9 juillet pour préparer une offre censée être déposée le 11 juillet 2011 soit un délai de préparation de trois jours y compris le weekend ;</p> <p>Nous notons en outre qu'en lieu et place du Bureau d'Etudes et de Réalisations Horticoles qui a été consulté, c'est plutôt Omar Ba qui a répondu alors que les deux personnes sont différentes. En effet, le RC tout comme le NINEA présentés par le soumissionnaire ont été établis au nom</p>

	<p>de Omar Ba pour une activité de commerce général et pas au nom du Bureau d'Etudes et de Réalisations Horticoles qui a été consulté. S'il s'agissait de la même personne, une déclaration de modification de la personne morale auprès du Tribunal Régional aurait dû être produite par le sieur Omar Ba ou inversement pour que cette offre soit admise pour examen détaillé ;</p> <p>Le tableau de comparaison des offres se limite à comparer le montant des offres financières sans faire une vérification formelle des aspects techniques notamment ceux relatifs aux quantités qui devraient figurer sur le bordereau des quantités et au planning des irrigations (la mise en harmonie des quantités est importante pour les besoins de la comparaison des offres) ;</p> <p>Les anomalies suivantes ont en outre été relevées sur cette consultation:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une avance de 40% non couverte par une garantie de restitution d'avance est prévue au contrat alors qu'une avance de démarrage ne peut pas excéder 20% du montant du marché et doit obligatoirement être garantie (article 96 du CMP) ; - le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement préalablement à la mise en règlement des factures ; - le contrat a été conclu avec Omar Ba intuitu personae ce qui signifie une consultation entre des entreprises et une personne physique donc une entorse à une réelle concurrence.
Recommandations	Veiller à la transparence des procédures de DRP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur l'existence de signes de collusion, l'observation est bien notée. Je voudrais juste préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées. Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes de collusion au moment de l'ouverture des plis.</p> <p>Sur la confusion de personnalité, l'observation est bien notée, l'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.</p> <p>Sur la comparaison des aspects techniques des offres, l'observation est bien notée ; l'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.</p> <p>Sur le montant de l'avance de démarrage, l'observation est bien notée ; l'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.</p> <p>Sur l'enregistrement du contrat, l'observation est bien notée ; l'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.</p>

	<p>Sur les justificatifs de reversement de la TVA, l'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte existent et ils sont bien classés dans le dossier.</p> <p>Sur la conclusion du marché avec le directeur intuitu personae, l'ANGMV prend bonne note de cette observation et y veillera pour la prochaine gestion.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à tenir compte des observations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Sur les signes de collusion, il ne s'agit pas de renforcer les prérogatives de la Commission des Marchés ; cette dernière doit, lorsqu'elle identifie ces anomalies, faire un rapport circonstancié à transmettre au CRD de l'ARMP qui va statuer sur les cas et éventuellement prendre les sanctions requises.</p> <p>Sur l'absence de l'attestation de précompte de la TVA et du justificatif de son reversement à l'Administration Fiscale, nous confirmons, contrairement au contenu de votre réponse, que ces documents n'étaient pas classés dans le dossier de passation. Ils nous ont été remis ce 6 mai 2013. L'examen des quittances de paiement a permis de noter que les reversements n'ont pas été effectués à bonne date.</p> <p>Toutes les non conformités relevées dans notre rapport provisoire sont maintenues</p>

DRP N° 15/2011/DRP/ANGMV ACQUISITION DE TEE SHIRTS ET CASQUETTES	
Date de saisine des fournisseurs	25 juillet 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	04 août 2011 à 10h
Délai de préparation des offres	10 jours
Date d'attribution	04 août 2011
Date de notification d'attribution et des lettres d'information aux candidats non retenus	04 août 2011
Date de signature du contrat	05 août 2011
Fournisseurs consultés	EMACI – SA Technologies - Services, BUO COM, AKD Services, GIE Delta Services, FO EXIM
Nombre d'offres reçues	05 : EMACI – SA Technologies - Services, BUO COM, AKD Services, GIE Delta Services, FO EXIM
Période de validité des offres	15 jours après l'ouverture des plis
Délai d'exécution	30 jours à partir de la date du BC
Attributaire	DELTA SERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	24 249 000
Non conformités	<p>Le cahier des charges indique en son article 5 que « l'administration se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer les quantités dans le cadre du bordereau des prix ». L'autorité contractante a l'obligation de préciser les marges de fluctuation des offres qu'elle envisage d'appliquer à la signature du contrat. En outre, si l'application du pourcentage de fluctuation retenu contribue à faire passer le montant prévisionnel du marché à un montant égal ou supérieur au seuil de passation, un appel d'offres est obligatoire ;</p> <p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous les candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la Circulaire N° 4 du Premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure ;</p>

	<p>Le contrat n'est pas enregistré au niveau de la DGID. Toutes les factures pro forma présentées ont été enregistrées et portent le même numéro d'enregistrement (courrier arrivé le 30/08/2011 sous le N° 0816 bis), à une date postérieure à la date limite de dépôt des offres. Il s'agit d'indices laissant présager une opération de régularisation proscrite par l'article 44 du COA ;</p> <p>Le contrat ne mentionne pas la clause relative aux pénalités de retard en violation de l'article 133 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP,</p> <p>Des courriers émanant de soumissionnaires différents ne doivent pas être enregistrés sous le même numéro.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 133 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur la précision des marges de fluctuation des offres, l'ANGMV prend bonne note de cette observation.</p> <p>Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'invitation, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.</p> <p>Sur l'enregistrement du contrat, l'ANGMV prend bonne note de cette observation.</p> <p>Sur l'enregistrement des offres des candidats, ceci est lié au mode d'enregistrement des offres au niveau interne ; tenant compte de cette observation, l'ANGMV va reconsidérer le mode d'enregistrement des offres de soumissions.</p> <p>Sur la mention de la clause relative aux pénalités de retard, l'ANGMV prend bonne note de cette observation.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

DRP PORTANT ACQUISITION DE MATERIELS DE PEPINIERES	
Publication avis de DRP	-
Date de dépôt des offres	27 juin 2011 – 10.H.00
Délai de préparation des offres	9 Jours
Convocation commission des marchés	21 juin 2011
Date de l'ouverture des plis	07 mars 2011 – 10.H.00
Fournisseurs consultés	AC Nouveaux –Horizons 24 420 100 FCFATTC SENADIS..... 24 573 500 FCFATTC TOUBA BAGDAD..... 28 656 300 FCFATTC Gie Afrique agro BIO.... 25 600 100 FCFATTC SCIE..... 26 358 250 FCFATTC
Attributaire	AC NOUVEAUX-HORIZONS
Montant du marché en FCFA TTC	24 420 100
Procès-verbal d'attribution	27 juin 2011 – 15.H.00
Notification d'attribution	27 juin 2011
Lettre d'informations aux soumissionnaires non retenus	27 juin 2011
Contrat	28 juin 2011
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats sollicités en violation des dispositions de la Circulaire n° 004 du PM ;</p> <p>Le contrat du 28 juin 2011 ne mentionne pas, les clauses relatives au paiement des intérêts de retards en violation de l'article 133 du CMP et la clause de paiement de la redevance de régulation des Marchés publics ;</p> <p>Il n'a pas été non plus soumis à la formalité de l'enregistrement à la DGID.</p>
Recommandations	Se conformer aux dispositions de la Circulaire n° 004/du 31 mars 2009 du Premier Ministre portant mise en œuvre de la procédure de

	<p>DRP ;</p> <p>Insérer dans les contrats des clauses telles que les pénalités encourues en cas de retard de livraison, la clause relative au paiement de la redevance de régulation des Marchés publics ;</p> <p>Soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement avant mise en règlement des factures ;</p> <p>Veiller au classement exhaustif des pièces de marché notamment les pièces de règlement ;</p>
Commentaires de l'Autorité contractante	<p>Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'information, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.</p> <p>Sur la mention dans le contrat de la clause sur les pénalités de retard, l'ANGMV prend bonne note de cette observation.</p> <p>Sur les justificatifs du reversement de la TVA, l'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte existent et ils sont bien classés dans le dossier.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Toutes les non conformités relevées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p> <p>Sur l'absence de l'attestation de précompte de la TVA et du justificatif de son reversement à l'Administration Fiscale, nous confirmons, contrairement au contenu de votre réponse, que ces documents n'étaient pas classés dans le dossier de passation. Ils nous ont été remis ce 6 mai 2013. L'examen des quittances de paiement a permis de noter que les reversements n'ont pas été effectués à bonne date.</p>

DRP PORTANT ACQUISITION DE GAINES DE POLYETHYLENE	
Date de saisine des fournisseurs	20 mars 2011
Date de dépôt des offres	29 mars 2011 – 09.H.30
Délai de préparation des offres	8 Jours
Convocation commission des marchés	23 mars 2011
Date de l'ouverture des plis	29 mars 2011 – 09.H.30
Fournisseurs consultés	ETS AKRAM SALAH E. 27 848 000FCFATTC SIMPeS.....24 780 000FCFATTC Mohamed Yazback.....24 780 000 FCFATTC SPN.....22 420 000FCFATTC IDRISSA DIOP.....27 140 000FCFATTC
Attributaire	SPN
Montant du marché en FCFA TTC	22 420 000
Procès-verbal d'attribution	19 mars 2011 – 15.H.00 comporte une erreur ; le prix d'attribution indiqué est de 23 187 000 CFATTC au lieu de 22 420 000
Notification d'attribution	29 mars 2011
Lettre d'informations aux soumissionnaires non retenus	29 mars 2011
Contrat	29 mars 2011
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de cette mise en concurrence en violation des dispositions de la circulaire N° 4 du PM qui précise les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Des similitudes suspectes ont été notées dans la présentation des offres laissant entrevoir que certaines offres proviennent d'une même source (AKRAM, SIMPES et YAZBACK) ou de sources liées.</p>

Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la Circulaire n° 004/du 31 mars 2009 du Premier Ministre portant mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Insérer dans les contrats des clauses telles que les pénalités encourues en cas de retard de livraison, la clause relative au paiement de la taxe de redevance de régulation des Marchés publics ;</p> <p>Soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement</p>
Commentaires de l'Autorité contractante	<p>Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'information, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.</p> <p>L'observation est bien notée. Je voudrais juste préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées.</p> <p>Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes de collusion au moment de l'ouverture des plis.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à tenir compte des observations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Sur les signes de collusion, il ne s'agit pas de renforcer les prérogatives de la Commission des Marchés ; cette dernière doit, lorsqu'elle identifie ces anomalies, faire un rapport circonstancié à transmettre au CRD de l'ARMP qui va statuer sur les cas et éventuellement prendre les sanctions requises.</p>

DRP PORTANT TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE LA GMV A MBAR TOUBAB (KEUR MOMAR SARR)	
Date de saisine des fournisseurs	13 décembre 2011
Date de dépôt des offres	19 décembre 2011 – 10.H.00
Délai de préparation des offres	5 Jours
Convocation commission des marchés	Néant
Date de l'ouverture des plis	19 décembre 2011 – 09.H.30
Fournisseurs consultés	GTCOM.....48 893 640FCFATTC EATP.....64 563 681FCFATTC SCTP..... 72 660 400FCFATTC DJIBRIL SYLLA EMNS 61 053 837FCFATTC GLS.....65 158 326FCFATTC
Attributaire	G.T.C.O.M
Montant du marché en FCFA TTC	48 893 640
Procès-verbal d'attribution	19 décembre 2011 – 15.H.00
Notification d'attribution	19 décembre 2011
Lettre d'informations aux soumissionnaires non retenus	19 décembre 2011
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de cette mise en concurrence en violation des dispositions de la circulaire N° 4 du PM qui précise les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Les lettres d'information portant le même numéro de référence et adressées aux soumissionnaires dont l'offre n'a pas été retenue ne comportent aucun accusé de réception nous permettant de nous assurer que lesdites lettres ont bien été reçues par les destinataires. Seule la lettre de notification à l'attributaire comporte un accusé de réception ;</p> <p>Des similitudes suspectes ont été notées dans la présentation des offres laissant entrevoir que les offres proviennent d'une même source ou de</p>

	<p>sources liées. Ce constat est conforté par le fait que seule l'offre de l'attributaire est contenue dans le seuil de passation par DRP. Toutes les quatre (4) autres offres sont supérieures à ce seuil ;</p> <p>Dans le contrat il est mentionné qu'une avance de démarrage de 40% sera versée au titulaire du marché or dans le cas d'espèce, cette avance ne saurait dépasser 20% du montant initial du marché aux termes de l'article 96 du CMP.</p> <p>En sus, aucune clause relative à la garantie de restitution d'avance et à la garantie de bonne exécution n'est prévue dans le cahier des charges en violation de l'article 114 du CMP ;</p> <p>Nous avons noté un délai anormalement long entre l'attribution du marché et la signature du contrat.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la Circulaire n° 004/du 31 mars 2009 du Premier Ministre portant mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Proscrire les pratiques collusives qui faussent la concurrence ;</p> <p>Veiller au respect des modalités de règlement des factures telles que prévues contractuellement ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 96 et 11 du CMP ;</p>
Commentaires de l'Autorité contractante	<p>Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'information, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.</p> <p>Sur les accusés de réception des lettres d'information par les candidats non retenus, l'ANGMV prend bien note de cette observation tout en précisant que les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres ; il est vrai que les copies des lettres n'ont pas été déchargées. Toutefois, l'ANGMV va veiller sur les décharges au niveau des prochains exercices.</p> <p>Sur l'existence de signes de collusion, l'observation est bien notée. Je voudrais juste</p>

	<p>préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées. Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes de collusion au moment de l'ouverture des plis.</p> <p>Sur le montant de l'avance de démarrage, l'observation est bien notée.</p> <p>Sur le délai anormalement long entre l'attribution et la signature du marché, cette situation a été dictée par des problèmes de trésorerie ; en effet, le trésor public rationnait les provisions financières en mettant l'accent sur les salaires ; cela s'est répercuté sur l'exécution de certaines activités d'investissement.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à tenir compte des observations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Sur les signes de collusion, il ne s'agit pas de renforcer les prérogatives de la Commission des Marchés ; cette dernière doit, lorsqu'elle identifie ces anomalies, faire un rapport circonstancié à transmettre au CRD de l'ARMP qui va statuer sur les cas et éventuellement prendre les sanctions requises.</p> <p>Toutes les non conformités relevées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

DRP PORTANT ACHAT DE 400 FERS A BETON NORMALISE DE DIAMETRE 20	
Date de saisine des fournisseurs	16 mai 2011
Date de dépôt des offres	26 mai 2011 – 10.H.00
Délai de préparation des offres	09 Jours
Convocation commission des marchés	20 mai 2011
Date de l'ouverture des plis	26 mai 2011 – 10.H.00
Fournisseurs reçues 3/5	SIBA6 372 000 FCFATTC BATIPLUS.....7 200 360 FCFATTC METAL AFRIQUE.....7 315 003 FCFATTC
Attributaire	SIBA
Montant du marché en FCFA TTC	6 372 000
Procès-verbal d'attribution	26 mai 2011 – 15.H.00
Notification d'attribution	26 mai 2011
Lettre d'informations aux soumissionnaires non retenus	26 mai 2011
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de cette mise en concurrence en violation des dispositions de la circulaire N° 4 du 31 mars 2009 du PM qui précise les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Nous relevons qu'aucune des lettres d'information adressées aux candidats dont l'offre n'a pas été retenue ne comporte d'accusé de réception ou de tout autre moyen permettant de nous assurer que lesdites lettres ont bien été reçues par leurs destinataires. Par ailleurs, ces lettres portent le même numéro de courrier et ne renseignent pas sur la dénomination de la DRP. Seule la lettre de notification à l'attributaire comporte un accusé de réception ;</p> <p>Le contrat ne mentionne pas, entre autres, les clauses relatives aux pénalités de retards. Il n'a pas non plus été soumis à la formalité d'enregistrement auprès de la DGID. La clause relative au paiement de la redevance de régulation des Marchés public n'a pas été prise en compte.</p>

Recommandations	<p>Veiller au respect de la Circulaire n° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à insérer dans les contrats des clauses telles que les pénalités de retards de livraisons, la formalité de l'enregistrement, la redevance de régulation ;</p> <p>Veiller à renseigner correctement les lettres d'information aux candidats.</p>
Commentaires de l'Autorité contractante	<p>Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'information, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.</p> <p>Sur la décharge des lettres d'information aux candidats non retenus, l'ANGMV prend bien note de cette observation tout en précisant que les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres ; il est vrai que les copies des lettres n'ont pas été déchargées. Toutefois, l'ANGMV va veiller sur les décharges au niveau des prochains exercices.</p> <p>Sur la mention des pénalités de retard, sur l'enregistrement du marché et sur la clause relative au paiement de la redevance de régulation, l'observation est prise en compte. L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Toutes les non conformités relevées et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

DRP PORTANT ACHAT DE CORNIERES	
Date de saisine des fournisseurs	23 février 2011
Date de dépôt des offres	01 mars 2011 – 10.H.00
Délai de préparation des offres	05 Jours
Convocation commission des marchés	-
Date de l'ouverture des plis	01 mars 2011 – 10.H.00
Fournisseurs reçues 3/5	SOFICA.....49 250 FCFATTC/U METALCO Sarl..... 50 338,99FCFATTC/U METAL AFRIQUE...50 338,99FCFATTC/U
Attributaire	SOFICA
Montant du marché en FCFA TTC	5 811 500
Procès-verbal d'attribution	01 mars 2011 – 15.H.00
Notification d'attribution	02 mars 2011
Lettre d'informations aux soumissionnaires non retenus	02 mars 2011
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de cette mise en concurrence en violation des dispositions de la circulaire N° 4 du PM qui précise les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Aussi bien la notification à l'attributaire que les lettres d'information adressées aux candidats dont l'offre n'a pas été retenue ne comportent d'accusé de réception ou de tout autre moyen permettant de nous assurer que les dites lettres ont bien été reçues par leurs destinataires ;</p> <p>Par ailleurs des similitudes suspectes sont relevées dans les offres qui laissent transparaître une complicité entre les acteurs de nature à biaiser la concurrence.</p>
Recommandations	<p>Veiller à se conformer à la Circulaire n° 004 du 31 mars 2009 du PM ;</p> <p>Bannir toute pratique collusive qui fausse la concurrence ;</p>

	Veiller à renseigner correctement les lettres d'information et à s'assurer de leur transmission aux destinataires.
Commentaires de l'Autorité contractante	<p>Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'invitation, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.</p> <p>Sur la décharge des lettres d'information aux candidats non retenus, l'ANGMV prend bien note de cette observation tout en précisant que les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres ; il est vrai que les copies des lettres n'ont pas été déchargées. Toutefois, l'ANGMV va veiller sur les décharges au niveau des prochains exercices.</p> <p>Sur l'existence de signes de collusion, l'observation est bien notée. Je voudrais juste préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées. Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes de collusion au moment de l'ouverture des plis.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Sur les signes de collusion, il ne s'agit pas de renforcer les prérogatives de la Commission des Marchés ; cette dernière doit, lorsqu'elle identifie ces anomalies, faire un rapport circonstancié à transmettre au CRD de l'ARMP qui va statuer sur les cas et éventuellement prendre les sanctions requises.</p> <p>Toutes les non conformités relevées et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

DRP PORTANT ACQUISITION DE MATERIELS DE CAMPING TENTES MILITAIRES	
Date de saisine des fournisseurs	20 juin 2011
Date de dépôt des offres	30 juin 2011 – 10.H.00
Délai de préparation des offres	09 Jours
Convocation commission des marchés	24 juin 2011
Date de l'ouverture des plis	30 juin 2011 – 10.H.00
Offres reçues	WATEL Industrie10 968 100 FCFA TTC ELITE Equipement..... 9 971 000 FCFATTC GIE DIAGNE &frères..10 431 200 FCFATTC CARREFOUR Internl...10 354 500 FCFATTC FO EXIM.....10 738 000FCFATTC
Attributaire	ELITE EQUIPEMENT
Montant du marché en FCFA TTC	9 971 000
Procès-verbal d'attribution	30 juin 2011 – 15.H.00
Notification d'attribution	30 juin 2011
Lettre d'informations aux soumissionnaires non retenus	30 juin 2011
Contrat	11 juillet 2011
Non conformités	Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de cette mise en concurrence en violation des dispositions de la circulaire N° 4 du PM qui précise les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.
Recommandations	Se conformer aux dispositions de la circulaire 004 du PM
Commentaires de l'Autorité contractante	Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'invitation, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV

	<p>va se conformer à la dite circulaire.</p> <p>Sur l'existence de signes de collusion, l'observation est bien notée. Je voudrais juste préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées.</p> <p>Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes de collusion au moment de l'ouverture des plis.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Sur les signes de collusion, il ne s'agit pas de renforcer les prérogatives de la Commission des Marchés ; cette dernière doit, lorsqu'elle identifie ces anomalies, faire un rapport circonstancié à transmettre au CRD de l'ARMP qui va statuer sur les cas et éventuellement prendre les sanctions requises.</p> <p>Toutes les non conformités relevées et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

DRP PORTANT ACQUISITION DE 500 LITS DE CAMPAGNE	
Date de saisine des fournisseurs	22 juin 2011
Date de dépôt des offres	04 juillet 2011 – 10.H.00
Délai de préparation des offres	11 Jours
Convocation commission des marchés	26 juin 2011
Date de l'ouverture des plis	04 juillet 2011 – 10.H.00
Offres reçues	ETS AMIDIS.CO.....26 550 000 FCFA TTC ETS AZAOUS.....28 025 000 FCFATTC ETS Mame Gor Biteye ...22 125 000 FCFATTC ELITE Equipement.....25 665 000 FCFATTC ETS ADAMA Négocce.....26 550 000 FCFATTC
Attributaire	ETS MAME GOR BITEYE
Montant du marché en FCFA TTC	22 125 000
Procès-verbal d'attribution	04 juillet 2011 – 15.H.00
Notification d'attribution	05 juillet 2011
Lettre d'informations aux soumissionnaires non retenus	05 juillet 2011
Contrat non enregistré	06 juillet 2011
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de cette mise en concurrence en violation des dispositions de la circulaire N° 4 du 31 mars 2009 du PM qui précise les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>A l'examen des offres des soumissionnaires, des similitudes suspectes de collusion entre les acteurs sont relevées (Ets Amidis & Ets Azaous).</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004 du PM. Renseigner correctement les lettres de notification et d'information ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives.</p>
Commentaires de l'Autorité contractante	Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'invitation, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.

	<p>Sur l'existence de signes de collusion, l'observation est bien notée. Je voudrais juste préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées. Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes au moment de l'ouverture des plis.</p>
<p>Appréciation du Consultant</p>	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Sur les signes de collusion, il ne s'agit pas de renforcer les prérogatives de la Commission des Marchés ; cette dernière doit, lorsqu'elle identifie ces anomalies, faire un rapport circonstancié à transmettre au CRD de l'ARMP qui va statuer sur les cas et éventuellement prendre les sanctions requises.</p> <p>Toutes les non conformités relevées et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

DRP PORTANT ACQUISITION DE PULVERISATEURS AGRIMTEC AUTOPORTEURS DE 32 & 28 DISQUES	
Date de saisine des fournisseurs	12 avril 2011
Date de dépôt des offres	22 avril 2011 – 10.H.00
Délai de préparation des offres	9 Jours
Convocation commission des marchés	16 avril 2011
Date de l'ouverture des plis	22 avril 2011 – 10.H.00
Offres reçues 4/5	AFCO.....16 520 000 FCFA TTC EQUIP PLUS.....17 475 800 FCFATTC SOMAPHY WEST AR 15 780 730 FCFATTC SIMAP W.A. sarl.....17 290 210 FCFATTC
Attributaire	SOMAPHY WEST AFRICA
Montant du marché en FCFA TTC	15 780 730
Procès-verbal d'attribution	22 avril 2011 – 15.H.00
Notification d'attribution	22 avril 2011
Lettre d'informations aux soumissionnaires non retenus	22 avril 2011
Contrat	Pas de contrat dans le dossier
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de cette mise en concurrence en violation des dispositions de la circulaire N° 4 du PM qui précise les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>L'utilisation d'un nom de marque telle que mentionnée dans la dénomination de la DRP est proscrite. Il aurait fallu faire suivre le nom de marque de la mention « équivalent » ;</p> <p>Le contrat ne figure pas dans le dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 4 du 31 mars 2009 du PM sur les DRP et inclure dans la lettre d'invitation à soumissionner l'identité de tous les candidats présélectionnés ;</p> <p>Veiller au classement exhaustif des pièces de marché notamment les pièces de règlement y compris les attestations de précompte et le</p>

	<p>justificatif de leur reversement à l'administration fiscale (la nouvelle réforme du CGI dispense certaines Agences du prélèvement du précompte de TVA) ;</p> <p>Veiller à dresser des contrats en bonne et due forme et assurer la correcte mise en œuvre des dispositions de l'article 13 du CMP relatif aux mentions obligatoires à insérer dans les contrats notamment celles relatives aux intérêts de retard et aux intérêts moratoires ;</p> <p>Proscrire l'utilisation de nom de marque ou les faire suivre de la mention « équivalent » pour se conformer à l'article 7 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité contractante	<p>Sur la mention de la liste des candidats sollicités sur la lettre d'invitation, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.</p> <p>Sur l'utilisation d'un nom de marque, la recommandation est prise en compte. L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.</p> <p>Sur le non classement du contrat dans le dossier de passation, il s'agit d'un problème d'archivage, mais le contrat existait. L'ANGMV va y veiller sur le problème d'archivage.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Toutes les non conformités relevées et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

DRP PORTANT ACQUISITION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	
Date de saisine des fournisseurs	18 juillet 2011
Date de dépôt des offres	28 juillet 2011 – 10.H.00
Délai de préparation des offres	09 Jours
Convocation commission des marchés	20 juillet 2011
Date de l'ouverture des plis	28 juillet 2011 – 10.H.00
Attributaire	OUSMANE SANKHARE
Montant du marché en FCFA TTC	10 376 625
Procès-verbal d'attribution	28 juillet 2011 – 15.H.00
Notification d'attribution	28 juillet 2011
Lettre d'informations aux soumissionnaires non retenus	28 juillet 2011
Contrat non enregistré	28 juillet 2011 ne porte pas la signature du DG
Non conformités	Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de cette mise en concurrence en violation des dispositions de la circulaire N° 4 du PM qui précise les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.
Recommandations	Se conformer aux dispositions de la circulaire 004 du 31 mars 2009 du PM
Commentaires de l'Autorité contractante	Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'invitation, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire. Toutes les non conformités relevées et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.

DRP N° 12/2011/DRP/ANGMV ACQUISITION DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES	
Date de saisine des fournisseurs	27 Juin 2011 par lettre d'invitation
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	08 Juillet 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	11 Jours
Date d'attribution	08 Juillet 2011 à 15 heures
Date de Notification	08 Juillet 2011
Délai de livraison	30 Jours à partir de la date de signature du contrat
Date de signature du contrat	11 Juillet 2011
Date d'enregistrement	-
Fournisseurs consultés	05 candidats présélectionnés : GIE AFRIQUE AGRO BIO ENERGIE, DELTA TRADING BUSINESS, LE JARDINIER, BASICS CHIMICALES SEN, ETS DIONGUE ET FILS
Attributaire	GIE AFRIQUE AGRO BIO ENERGIE
Montant du marché en F CFA TTC	26 992 500 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de cette mise en concurrence en violation des dispositions de la circulaire N° 4 du 31 mars 2009 du PM qui précise les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>L'attestation et le justificatif de reversement du précompte de TVA ne figurent pas dans le dossier de passation ;</p> <p>Le contrat ne prévoit pas une clause de pénalité de retard ainsi qu'une clause d'intérêt moratoire en cas de non-exécution d'une partie du contrat ;</p> <p>Le cahier des charges fait référence à des noms de marque « Lampride » et le « Furadan », ce qui est proscrit par l'article 7 du CMP. Il aurait fallu les faire suivre de la mention « ou équivalent » ou de manière générale faire référence à la matière active respectivement du (lambdacyalothrine+acetamiprid) et du carbofuran ;</p>
Recommandations	Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 4 du PM sur les DRP et inclure dans la lettre d'invitation à soumissionner

		<p>l'identité de tous les candidats présélectionnés ;</p> <p>Veiller au classement exhaustif des pièces de marché notamment les pièces de règlement y compris les attestations de précompte et le justificatif de leur reversement à l'administration fiscale (la nouvelle réforme du CGI dispense certaines Agences du prélèvement du précompte de TVA);</p> <p>Veiller à la correcte mise en œuvre des dispositions de l'article 13 du CMP relatif aux mentions obligatoires à insérer dans les contrats notamment celles relatives aux intérêts de retard et aux intérêts moratoires.</p>
Commentaires l'Autorité Contractante	de	<p>Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'invitation, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.</p> <p>Sur le reversement de la TVA, l'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte existent et ils sont bien classés dans le dossier.</p> <p>Sur la mention des clauses de pénalités de retard et d'intérêt moratoire, l'observation est prise en compte L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.</p> <p>Sur la référence aux noms de marque, l'observation est prise en compte L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.</p>
Appréciation Consultant	du	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Sur l'absence de l'attestation de précompte de la TVA et du justificatif de son reversement à l'Administration Fiscale, nous confirmons, contrairement au contenu de votre réponse, que ces documents n'étaient pas classés dans le dossier de passation. Ils nous ont été remis ce 6 mai 2013. L'examen des quittances de paiement a permis de noter que les reversements n'ont pas été effectués à bonne date.</p> <p>Toutes les non conformités relevées et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

DRP N° 07/2011/DRP/ANGMV ACQUISITION DE CORNIERES ET DE FERS	
Date de saisine des fournisseurs	18 Mai 2011 par lettre d'invitation
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	27 Mai 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	09 Jours
Date d'attribution	27 Mai 2011 à 15 heures
Date de notification	27 Mai 2011
Délai de livraison	30 Jours à partir de la date du bon de commande
Date de signature du contrat	28 Mai 2011
Date d'enregistrement du contrat	
Fournisseurs consultés	05 prestataires consultés : SOFICA,DIPROM, METALCO SARL, BERNABE SENEGAL, METAL AFRIQUE
Attributaire	SOFICA
Montant du marché en F CFA TTC	5 192 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de cette mise en concurrence en violation des dispositions de la circulaire N° 4 du 31 mars 2009 du PM qui précise les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le contrat ne prévoit pas une clause de pénalité de retard ainsi qu'une clause d'intérêt moratoire en cas de non exécution d'une partie du contrat ;</p> <p>Le contrat transmis dans le dossier de passation n'est visé que par une seule partie des cocontractants en l'occurrence le Directeur Général de l'ANGMV ;</p> <p>Le justificatif du reversement du précompte de TVA ne figure pas</p>

		dans le dossier de passation.
Recommandations		<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 4 du PM sur les DRP et inclure dans la lettre d'invitation à soumissionner l'identité de tous les candidats présélectionnés ;</p> <p>Veiller au classement exhaustif des pièces de marché notamment les pièces de la TVA à l'administration fiscale (la nouvelle réforme du CGI dispense certaines Agences du prélèvement du précompte de TVA);</p> <p>Veiller à la correcte mise en œuvre des dispositions de l'article 13 du CMP relatif aux mentions obligatoires à insérer dans les contrats notamment celles relatives aux intérêts de retard et aux intérêts moratoires.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	de	<p>Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'invitation, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.</p> <p>Sur l'absence de l'attestation de précompte de la TVA et du justificatif de son reversement à l'Administration Fiscale, nous confirmons, contrairement au contenu de votre réponse, que ces documents n'étaient pas classés dans le dossier de passation. Ils nous ont été remis ce 6 mai 2013. L'examen des quittances de paiement a permis de noter que les reversements n'ont pas été effectués à bonne date.</p> <p>Sur la mention des clauses de pénalités de retard et d'intérêt moratoire, l'observation est prise en compte L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.</p>
Appréciation du Consultant	du	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Sur l'absence de l'attestation de précompte de la TVA et du justificatif de son reversement à l'Administration Fiscale, nous confirmons, contrairement au contenu de votre réponse, que ces documents n'étaient pas classés dans le dossier de passation. Ils nous ont été remis ce 6 mai 2013. L'examen des quittances de paiement a permis de noter que les reversements n'ont pas été effectués à bonne date.</p> <p>Toutes les non conformités relevées et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

DRP N°03/2011/DRP/ANGMV ACHAT DE 15 TONNES DE FER A BETON / ACQUISITION DE PIQUETS DE PROTECTION	
Date de saisine des fournisseurs	05 Avril 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	11 Avril 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	06 Jours
Date d'attribution	11 Avril 2011 à 15 heures
Date de notification	12 Avril 2011
Délai de livraison	30 jours à partir de la date du bon de commande
Date de signature du contrat	12 Avril 2011
Date d'enregistrement du contrat	-
Fournisseurs consultés	05 prestataires consultés : SIBA, BATIPLUS, SOSEMAT, METAL AFRIQUE, SAB
Nombre d'offres reçues	05 offres reçues : SIBA, BATIPLUS, SOSEMAT, METAL AFRIQUE, SAB
Attributaire	SAB
Montant du marché en F CFA TTC	8 212 500 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de cette mise en concurrence en violation des dispositions de la circulaire N° 4 du PM qui précise les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>L'attestation et le justificatif du précompte de TVA ne figurent pas dans le dossier de passation ;</p> <p>Le contrat ne prévoit pas une clause de pénalité de retard ainsi qu'une clause d'intérêt moratoire en cas de non-exécution d'une partie du contrat.</p>
Recommandations	Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 4 du PM du 31/03/2009 du PM sur les DRP et inclure dans la lettre d'invitation à

	<p>soumissionner l'identité de tous les candidats présélectionnés ;</p> <p>Veiller au classement exhaustif des pièces de marché notamment les pièces de règlement y compris les attestations de précompte et le justificatif de leur reversement à l'administration fiscale (la nouvelle réforme du CGI dispense certaines Agences du prélèvement du précompte de TVA) ;</p> <p>Veiller à la correcte mise en œuvre des dispositions de l'article 13 du CMP relatif aux mentions obligatoires à insérer dans les contrats notamment celles relatives aux intérêts de retard et aux intérêts moratoires.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur la mention de la liste des candidats consultés sur la lettre d'invitation, en effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.</p> <p>Sur le reversement de la TVA, l'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte existent et ils sont bien classés dans le dossier.</p> <p>Sur la mention des clauses de pénalités de retard et d'intérêt moratoire, l'observation est prise en compte L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Sur l'absence de l'attestation de précompte de la TVA et du justificatif de son reversement à l'Administration Fiscale, nous confirmons, contrairement au contenu de votre réponse, que ces documents n'étaient pas classés dans le dossier de passation. Ils nous ont été remis ce 6 mai 2013. L'examen des quittances de paiement a permis de noter que les reversements n'ont pas été effectués à bonne date.</p> <p>Toutes les non conformités relevées et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.</p>

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 02 avril 2013

A Monsieur le Directeur Général
de l'Agence Nationale de la
Grande Muraille Verte
(AN GMV)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



Ibra Guèye
Associé
B.S.C.

Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03
BP: 11616 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn

8/04/2013



ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Marchés	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
AO N°01 /2011/F/ANGMV : Acquisition de 100 000 mètres de grillage	Sur les huit candidats ayant retiré le DAO, seuls cinq ont accusé réception de la lettre d'informations émise par l'AC suite à une demande d'éclaircissement d'un candidat. Il ne nous a pas été présenté de preuve montrant que les 3 candidats restants ont acquis le DAO après émission de la réponse à la demande d'éclaircissement, auquel cas ils auraient trouvé ladite réponse dans le dossier. Dès lors, au regard des éléments du dossier de marché, il semblerait donc qu'il y'ait une rupture dans l'égalité de traitement des soumissionnaires qui doivent être au même niveau d'information.	L'ANGMV prend acte de cette observation, en fait tous les candidats avaient bien reçu la lettre d'information, il est vrai que parmi eux, trois (03) candidats n'ont pas déchargé cette lettre d'information. Il reste entendu l'ANGMV va y veiller la prochaine fois, d'autant plus facilement d'ailleurs que l'Agence dispose d'un Cahier de Transmission à cet effet.
	L'examen des dossiers administratifs des soumissionnaires a permis de noter que l'attestation de l'inspection régionale du travail fournie par le GIE Sokhna Marema a été délivrée à Diourbel pendant que les attestations de la CSS, de l'IPRES et le quitus fiscal ont été délivrées à Kaolack. En cas de changement de l'adresse de son siège social le soumissionnaire aurait dû établir une déclaration de modification (transfert) auprès du tribunal régional et se faire délivrer les pièces au lieu de son nouveau siège social.	L'ANGMV en tiendra compte pour les prochains exercices.
	Le délai de dix jours accordé aux soumissionnaires pour la remise des pièces administratives manquantes aurait pu être prolongé jusqu'à la date d'attribution du marché fixée au 13 février 2012 au regard des informations consignées dans le procès verbal d'ouverture des plis.	L'ANGMV en tiendra compte pour les prochains exercices.
	L'examen du tableau de vérification des pièces administratives a permis de noter que les dates limites de validité desdites pièces ne sont pas renseignées. Il est juste indiqué dans le procès verbal d'ouverture des plis	L'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine

	que certaines pièces étaient à renouveler. Nous rappelons que les conditions de mise en œuvre du contrôle des conditions à remplir pour prendre part aux marchés publics (article 43 du CMP) et des renseignements et justifications à fournir (article 44 du CMP) sont précisées dans l'article 45 du CMP. Ainsi, les pièces administratives valides jusqu'au 31 décembre de l'année 2010 sont également valables pour l'année 2011 au regard de l'article 45- a) du CMP. Par conséquent, SAREDICA a été injustement éliminé et son offre aurait dû être évaluée	gestion.
	<i>Le PVO n'a pas été remis aux représentants des soumissionnaires en violation de l'article 67 – 4 du CMP.</i>	Tous les PV d'ouverture des offres ont été transmis aux soumissionnaires, un cahier de transmission existe pour justifier la traçabilité.
	L'examen des offres a permis de noter une forte disparité des prix proposés par les soumissionnaires qui varient de 70 474 320 F CFA TTC à 375 240 000 F CFA TTC. Ce constat montre qu'il pouvait s'agir d'un marché à risques, relevant notamment d'une possible sous-estimation des prix. Dès lors que l'AN GMV n'a pas évoqué le caractère anormalement bas du prix à l'évaluation, elle aurait dû prendre toutes les dispositions pour un suivi rapproché de l'exécution, en appliquant systématiquement et à temps les pénalités, afin de pouvoir, au besoin, résilier le marché dans les meilleures conditions de délais.	Nous prenons acte de cette recommandation tout en précisant que l'ANGMV ne peut pas évoquer le caractère anormalement bas du prix à l'évaluation et même après une demande d'explication au soumissionnaire, car l'ANGMV est dans l'impossibilité d'apprécier objectivement les charges supportées par le soumissionnaire pour déterminer sa politique de prix. Autrement dit, elle n'est pas à mesure d'analyser objectivement la comptabilité analytique du soumissionnaire.
	La mise en demeure servie à l'attributaire comporte quelques imprécisions pouvant entacher sa régularité. En effet, elle ne précise pas clairement qu'à défaut pour l'attributaire de satisfaire à ses obligations dans le délai de quinze jours, la sanction encourue est la résiliation du contrat à ses seuls torts et périls.	L'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.

	La garantie de bonne exécution n'a pas été constituée par l'attributaire à la signature du marché en violation de l'article 114 du CMP.	L'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.
	La redevance de régulation n'a pas été payée.	L'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.
	Le contrat n'a pas été soumis aux formalités de l'enregistrement.	L'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.

Marché	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
AO N°02 /2011/F/ANGMV : Acquisition de deux véhicules 4x4 station wagon châssis long et un véhicule de tourisme	Nous avons noté une incohérence entre le montant de la garantie de soumission sur le lot 2 telle qu'elle résulte de l'avis d'appel d'offres (600000 F CFA) et ce même montant tel qu'il figure dans le dossier d'appel d'offres (2500000). Cette confusion peut être source de litige préjudiciable à l'autorité contractante car susceptible de recours pouvant retarder la mise en œuvre de la procédure.	L'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.
	La procédure d'acquisition a été lancée avant l'obtention de l'avis de la Commission de Contrôle des Véhicules Administratifs. La non observation de ce pré requis par l'AN GMV a été à l'origine du retard constaté dans le déroulement de cette procédure qui n'est toujours pas achevée, la DCMP refusant en conséquence de donner son avis sur le rapport d'évaluation.	L'ANGMV prend bien note, et va y veiller pour la prochaine gestion.
	Les convocations pour la séance d'ouverture des plis à adresser aux membres de la commission n'ont pas été classées dans le dossier	La convocation existe et elle est bien classée dans le dossier.
	Les justificatifs de la transmission du procès verbal d'ouverture aux soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier de passation (article 67.4 du CMP).	Tous les PV d'ouverture des offres ont été transmis aux soumissionnaires, un cahier de transmission existe pour montrer la traçabilité.

AOO N°03 /2011/ANGMV : fourniture de trois tracteurs de 155 CV	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<i>Les supports de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier en violation de l'article 67.4 du CMP</i>	Tous les PV d'ouverture des offres ont été transmis aux soumissionnaires, un cahier de transmission existe pour montrer la traçabilité.
	<i>Les attestations de main levée des garanties de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier en violation de l'art 83.3 du CMP</i>	L'ANGMV prend acte de cette observation tout en précisant que les garanties de soumission sont bien transmises aux candidats non retenus, des copies déchargées existent pour montrer la traçabilité.
	<i>La lettre de notification de l'attribution définitive du marché n'a pas été classée dans le dossier conformément à l'art 85 du CMP.</i>	La lettre de notification de l'attribution définitive existe et elle est bien classée dans le dossier.
	<i>Le marché n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement.</i>	L'ANGMV prend acte de cette observation et va y veiller pour les exercices avenir.
	Ce marché a été finalement résilié en raison de l'incapacité du fournisseur à satisfaire à ses obligations. Nous avons noté des non conformités dans la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et de résiliation. En effet, il n'appartient pas à la DCMP de donner l'autorisation de résilier un marché à la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante. Par conséquent l'AN GMV n'aurait pas dû saisir la DCMP pour obtenir l'autorisation de résilier le contrat. Par ailleurs, nous précisons que les effets d'une mauvaise mise en demeure dans la forme et dans le fond peuvent être lourds de conséquence pour l'Autorité Contractante. Ladite mise en demeure doit indiquer d'une part le délai accordé au fournisseur pour satisfaire à ses obligations et d'autre part la ou les sanctions encourues en cas de non exécution dans ledit délai. Telle que libellée notamment dans sa partie relative à la sanction, la mise en demeure reste imprécise (il est indiqué dans	L'ANGMV prend acte de cette observation et va y veiller pour les exercices avenir.

	<p>la mise en demeure que l'AN GMV va demander à la DCMP l'autorisation de résilier le marché). Il faut clairement indiquer qu'à défaut pour le titulaire de satisfaire à ses obligations dans le délai de quinze jours qui lui est imparti, l'AN GMV va résilier le marché aux seuls torts de SOMAPHY et son exécution à ses frais et risques. Par ailleurs, nous notons que la résiliation a été prononcée avec application des pénalités de retard mais le décompte provisionnel de résiliation n'a pas été transmis à l'attributaire au regard des informations consignées dans le dossier de passation. Nous notons également que la garantie de bonne exécution n'a pas été constituée en violation des dispositions de l'article 114 du CMP ; ce faisant, l'AN GMV ne peut pas l'appeler pour un paiement partiel des sommes dues par le titulaire.</p>	
--	--	--

<p>AOO N°22 /ANGMV/DPS ASSURANCE MALADIE DU PERSONNEL DE L'ANGMV</p>	<p>Non Conformités selon le Rapport d'Audit</p>	<p>Réponses/Commentaires de l'ANGMV</p>
	<p>L'examen du cahier des charges relatif à la DRP portant Souscription d'une police d'assurance maladie pour le personnel attribué à Colina pour un montant de 27 228 500 F CF A a permis de noter plusieurs anomalies qui illustrent une insuffisante maîtrise des opérations en amont de la définition des besoins en couverture d'assurance maladie. En fait, l'AN GMV a traité cette opération comme s'il s'agissait d'une prestation intellectuelle avec une définition de critères d'évaluation peu pertinents auxquels l'AC a attribué des coefficients de pondération à l'effet de déterminer un score technique minimal dont l'obtention ouvre droit à l'évaluation de l'offre financière du candidat. Nous précisons que dans le cas des marchés d'assurance maladie, il est important, après la détermination de la population à couvrir (nombre d'adhérents, nombre de bénéficiaires, âge des bénéficiaires), de bien identifier la nature des risques ou besoins en couverture, de définir les exclusions acceptées en précisant que toute exclusion non prévue dans le DAO peut entraîner le rejet de l'offre, de préciser les taux de remboursement et leur assiette de calcul, de préciser les plafonds de garantie souhaités pour chaque risque pris individuellement et le plafond de garantie souhaité par assuré, de demander l'abrogation des délais de carence ou délai d'attente, de fixer les délais de remboursement, de définir l'étendue territoriale, de requérir l'engagement des candidats à fournir un état annuel de sinistralité et en cours d'année d'états partiels de sinistralité à la demande de l'AC dans un délai précis accompagné de pénalités, etc ... Au-delà du montant de la prime, les offres des soumissionnaires doivent être appréciées au regard de leur conformité ou non à ces critères. Une fois les risques à couvrir circonscrits et le besoin défini, l'AC établit un plan de présentation des offres</p>	<p>L'ANGMV prend bien note. Il faut néanmoins préciser que les conseils d'un Expert dans le domaine avaient été considérés, et son Rapport d'Évaluation préliminaire est disponible</p>

	pour en faciliter la comparaison. Un cahier des charges bien conçu est le préalable à une correcte passation des marchés.	
	<i>Les pièces du dossier ne permettent pas de s'assurer que les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres en conformité avec la circulaire N°4 du PM</i>	L'ANGMV prend bien note de cette observation tout en précisant que les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres ; il est vrai que les copies des lettres n'ont pas été déchargées. Toutefois, l'ANGMV va veiller sur les décharges au niveau des prochains exercices.
	<i>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement.</i>	L'ANGMV prend acte de cette observation et va y veiller pour les exercices avenir.

Marché	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
<i>DRP N°13 /2011 /DRP/ANGMV : AMENAGEMENT ET INSTALLATION DE RESEAUX D'IRRIGATION GOUTTE A GOUTTE DANS DEUX SITES DES DEPARTEMENTS DE LINGUERE ET LOUGA (MBAR TOUBAB ET AMALY)</i>	<p>Ce marché a été attribué à Omar Ba au terme d'une procédure de DRP dont l'examen des offres a permis d'identifier des signes de ressemblances surprenantes dans les soumissions des cinq soumissionnaires RAMA SALANE, GPROMIS, GIE AGRODEV, SONEVERT et OMAR BA (les mêmes fautes d'orthographe ont été identifiées aux mêmes endroits sur les factures pro forma). Ce constat laisse supposer qu'elles peuvent émaner de la même source ou de sources liées ce qui constituerait une collusion entre fournisseurs et une absence de réelle concurrence. D'autres indices confortent ce constat. En effet, nous avons par ailleurs noté que la lettre d'invitation à soumissionner du 30 juin 2011 fixe la date limite de dépôt des offres au Lundi 11 juillet 2011 à 10 Heures. Or, l'un des candidats consultés (Mme Rama Salane, Vente et Installation de Matériels Agricole) dont l'offre est datée du 7 juillet 2011 a accusé réception de la lettre d'invitation à soumissionner le 8 août 2011 donc bien après la date limite de dépôt des offres. Un autre candidat consulté a reçu ladite invitation à soumissionner le samedi 9 juillet pour préparer une offre censée être déposée le 11 juillet 2011 soit un délai de préparation de trois jours y compris le weekend.</p>	<p>L'observation est bien notée. Je voudrais juste préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées.</p> <p>Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes de collusion au moment de l'ouverture des plis.</p>
	<p>Nous notons en outre qu'en lieu et place du Bureau d'Etudes et de Réalisations Horticoles qui a été consulté, c'est plutôt Omar Ba qui a répondu alors que les deux personnes sont différentes. En effet, le RC tout comme le NINEA présentés par le soumissionnaire ont été établis au nom de Omar Ba pour une activité de commerce général et pas au nom du Bureau d'Etudes et de Réalisations Horticoles qui a été consulté. S'il s'agissait de la même personne, une déclaration de modification de la personne morale auprès du</p>	<p>L'observation est bien notée, l'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.</p>

	Tribunal Régional aurait dû être produite par le sieur Omar Ba ou inversement pour que cette offre soit admise pour examen détaillé.	
	Le tableau de comparaison des offres se limite à comparer le montant des offres financières sans faire une vérification formelle des aspects techniques notamment ceux relatifs aux quantités qui devraient figurer sur le bordereau des quantités et au planning des irrigations (la mise en harmonie des quantités est importante pour les besoins de la comparaison des offres).	L'observation est bien notée ; l'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.
	une avance de 40% non couverte par une garantie de restitution d'avance est prévue au contrat alors qu'une avance de démarrage ne peut pas excéder 20% du montant du marché et doit obligatoirement être garantie (article 96 du CMP) ;	L'observation est bien notée ; l'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.
	<i>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement probablement à la mise en règlement des factures.</i>	L'observation est bien notée ; l'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.
	<i>L'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte ne sont pas classés dans le dossier de passation</i>	L'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte existent et ils sont bien classés dans le dossier.
	<i>Le contrat a été conclu avec Omar Ba intuitu personae ce qui signifie une consultation entre des entreprises et une personne physique donc une entorse à une réelle concurrence.</i>	L'ANGMV prend bonne note de cette observation et y veillera pour la prochaine gestion.

<p>DRP N°15/2011/DRP/ANGMV : Acquisition de Tee Shirts et Casquettes.</p>	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	Le cahier des charges indique en son article 5 que « l'administration se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer les quantités dans le cadre du bordereau des prix ». L'autorité contractante a l'obligation de préciser les marges de fluctuation des offres qu'elle envisage d'appliquer à la signature du contrat. En outre, si l'application du pourcentage de fluctuation retenu contribue à faire passer le montant prévisionnel du marché à un montant égal ou supérieur au seuil de passation, un appel d'offres est obligatoire.	L'ANGMV prend bonne note de cette observation
	Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous les candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la Circulaire N° 4 du Premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
	<i>Le contrat n'est pas enregistré au niveau de la DGID</i>	L'ANGMV prend bonne note de cette observation
	Toutes les factures pro forma présentées ont été enregistrées et portent le même numéro d'enregistrement (courrier arrivé le 30/08/2011 sous le N° 0816 bis), à une date postérieure à la date limite de dépôt des offres. Il s'agit d'indices laissant présager une opération de régularisation proscrite par l'article 44 du CMP.	Ceci est lié au mode d'enregistrement des offres au niveau interne ; tenant compte de cette observation, l'ANGMV va reconsidérer le mode d'enregistrement des offres de soumissions.
	<i>Le contrat ne mentionne pas la clause relative aux pénalités de retard en violation de l'article 133 du CMP.</i>	L'ANGMV prend bonne note de cette observation

DRP PORTANT ACQUISITION DE MATERIELS DE PEPINIERES	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure.</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
	<i>Le contrat ne mentionne pas la clause relative aux pénalités de retard en violation de l'article 133 du CMP.</i>	L'ANGMV prend bonne note de cette observation
	<i>L'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte ne sont pas classés dans le dossier de passation</i>	L'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte existent et ils sont bien classés dans le dossier.

DRP PORTANT ACQUISITION DE GAINES DE POLYETHYLENE	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure.</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
	<i>Des similitudes suspectes ont été notées dans la présentation des offres laissant entrevoir que certaines offres proviennent d'une même source ou de sources liées.</i>	<p>L'observation est bien notée. Je voudrais juste préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées.</p> <p>Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes de collusion au moment de l'ouverture des plis.</p>

DRP PORTANT TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE LA GMV A MBAR TOUBAB	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure.</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
	<i>Les lettres d'information portant le même numéro de référence et adressées aux soumissionnaires dont l'offre n'a pas été retenue ne comportent aucune accusé de réception nous permettant de nous assurer que les dites lettres ont bien été reçues par les destinataires</i>	L'ANGMV prend bien note de cette observation tout en précisant que les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres ; il est vrai que les copies des lettres n'ont pas été déchargées. Toutefois, l'ANGMV va veiller sur les décharges au niveau des prochains exercices.
	<i>Des similitudes suspectes ont été notées dans la présentation des offres laissant entrevoir que certaines offres proviennent d'une même source ou de sources liées.</i>	L'observation est bien notée. Je voudrais juste préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées. Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes de collusion

		au moment de l'ouverture des plis.
	<i>Une avance de 40% non couverte par une garantie de restitution d'avance est prévue au contrat alors qu'une avance de démarrage ne peut pas excéder 20% du montant du marché et doit obligatoirement être garantie.</i>	L'observation est bien notée
	<i>Nous avons noté un délai anormalement long entre l'attribution du marché et la signature du contrat.</i>	Cette situation a été dictée par des problèmes de trésorerie ; en effet, le trésor public rationnait les provisions financières en mettant l'accent sur les salaires ; cela s'est répercuté sur l'exécution de certaines activités d'investissement.

DRP PORTANT ACHAT DE 400 FERS A BETON NORMALISE DE DIAMETRE 20	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure.</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
	<i>Les lettres d'information portant le même numéro de référence et adressées aux soumissionnaires dont l'offre n'a pas été retenue ne comportent aucune accusé de réception nous permettant de nous assurer que les dites lettres ont bien été reçues par les destinataires</i>	L'ANGMV prend bien note de cette observation tout en précisant que les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres ; il est vrai que les copies des lettres n'ont pas été déchargées. Toutefois, l'ANGMV va veiller sur les décharges au niveau des prochains exercices.
	<i>Le contrat ne mentionne pas, entre autres, les clauses relatives aux pénalités de retard. Il n'a pas non plus été soumis à la formalité d'enregistrement auprès de la DGID. la clause relative au paiement de la redevance de régulation des Marchés public n'a pas été prise en compte.</i>	L'observation est prise en compte L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion.

DRP PORTANT ACHAT DE CORNIERES	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure.</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
	<i>Les lettres d'information portant le même numéro de référence et adressées aux soumissionnaires dont l'offres n'a pas été retenue ne comportent aucune accusé de réception nous permettant de nous assurer que les dites lettres ont bien été reçue par les destinataires</i>	L'ANGMV prend bien note de cette observation tout en précisant que les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres ; il est vrai que les copies des lettres n'ont pas été déchargées. Toutefois, l'ANGMV va veiller sur les décharges au niveau des prochains exercices.
	<i>Des similitudes suspectes ont été notées dans la présentation des offres laissant entrevoir que certaines offres proviennent d'une même source ou de sources liées.</i>	L'observation est bien notée. Je voudrais juste préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées. Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes de collusion au moment de l'ouverture des plis.

DRP PORTANT ACQUISITION DE MATERIEL DE CAMPING TENTES MILITAIRES	Non Conformités	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure.</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
	<i>Des similitudes suspectes ont été notées dans la présentation des offres laissant entrevoir que certaines offres proviennent d'une même source ou de sources liées.</i>	L'observation est bien notée. Je voudrais juste préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées. Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes de collusion au moment de l'ouverture des plis.

DRP PORTANT ACQUISITION DE 500 LITS DE CAMPAGNE	Non Conformités selon le Rapport d.Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure.</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
	<i>Des similitudes suspectes ont été notées dans la présentation des offres laissant entrevoir que certaines offres proviennent d'une même source ou de sources liées</i>	L'observation est bien notée. Je voudrais juste préciser que la commission des marchés a attribué le dit marché au regard du code des marchés publics et du cahier des charges, à l'offre la moins disante et qui était substantiellement conforme aux prescriptions demandées. Par ailleurs, je voudrais demander aux autorités de contrôle de renforcer les prérogatives de la commission des marchés, lui donnant les possibilités de pouvoir annuler des offres de soumissions présentant des signes au moment de l'ouverture des plis.

	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<u>Non Conformités selon le Rapport d'Audit</u>	<u>Réponses/Commentaires de l'ANGMV</u>
	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms
DRP PORTANT ACQUISITION DE PULVERISATEURS AGRIMTEC AUTOPORTEURS DE 32 DISQUES	<i>candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure.</i>	des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
	<i>L'utilisation d'un nom de marque telle que mentionnée dans la dénomination de la DRP est proscrite. il aurait fallu faire suivre le nom de marque de la mention équivalent</i>	La recommandation est prise en compte L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion
	<i>Le contrat ne figure pas dans le dossier de passation</i>	Il s'agit d'un problème d'archivage, mais le contrat existait. L'ANGMV va y veiller sur le problème d'archivage.

DRP N°12/2011/DRP/ANGMV : ACQUISITION DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
	<i>L'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte ne sont pas classés dans le dossier de passation</i>	L'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte existent et ils sont bien classés dans le dossier.
	<i>Le contrat ne prévoit pas une clause de pénalité de retard ainsi qu'une clause d'intérêt moratoire en cas de non-exécution d'une partie du contrat</i>	L'observation est prise en compte L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion
	<i>Le cahier des charges fait référence à des noms de marque... et du carbofuran.</i>	L'observation est prise en compte L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion

DRP PORTANT ACQUISITION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.

DRP N°07/2011/DRP/ANGMV : ACQUISITION DE CORNIERES ET FERS	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire.
	<i>Le contrat ne prévoit pas une clause de pénalité de retard ainsi qu'une clause d'intérêt moratoire en cas de non-exécution d'une partie du contrat</i>	L'observation est prise en compte L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion
	<i>L'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte ne sont pas classés dans le dossier de passation</i>	L'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte existent et ils sont bien classés dans le dossier

DRPN°03/2011/DRP/ANG MV : ACHAT DE 15 TONNES DE FER A BETON	Non Conformités selon le Rapport d'Audit	Réponses/Commentaires de l'ANGMV
	<i>Les lettres d'invitation à soumissionner ne comprennent pas les noms de tous candidats consultés dans le cadre de cette procédure comme le recommande la circulaire N°04 du premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de ladite procédure</i>	En effet, l'ANGMV ne mentionne pas les noms des autres candidats consultés par crainte d'une entente entre eux et pour éviter des signes de collusion. L'ANGMV va se conformer à la dite circulaire
	<i>L'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte ne sont pas classés dans le dossier de passation</i>	L'attestation de précompte et le justificatif du reversement dudit précompte existent et ils sont bien classés dans le dossier
	<i>Le contrat ne prévoit pas une clause de pénalité de retard ainsi qu'une clause d'intérêt moratoire en cas de non-exécution d'une partie du contrat</i>	L'observation est prise en compte L'ANGMV va y veiller pour la prochaine gestion